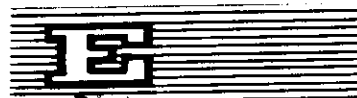


50086



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/ECA/UNCTC/31
26 décembre 1984

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Unité mixte CEA/CST sur les sociétés
transnationales

Division des questions commerciales et
financières internationales

**LES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES DANS
L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM**

Le présent document a été préparé par un consultant de la CEA pour le compte de l'Unité mixte CEA/CST. Les vues qui y sont exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de la CEA.

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE	Paragraphes	Pages
I. INTRODUCTION	1 - 9	1 - 2
II. ETUDE DE LA PRODUCTION ET DE LA TRANSFORMATION DE L'ALUMINIUM	10 - 78	3 - 39
A. Définition	11 - 18	3 - 4
B. Procédé de production	19 - 60	5 - 12
C. Répartition géographique des ressources de bauxite et des usines de production d'aluminium dans le monde	61 - 78	12 - 39
III. ETUDE DE LA STRUCTURE DES MARCHES	79 - 137	40 - 55
A. Propriété des moyens de production	88 - 90	42 - 43
B. Contrôle	91 - 91	43 - 44
C. Fixation des prix	96 - 137	45 - 55
IV. LES ACCORDS DANS L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM	138 - 154	56 - 59
A. Termes des accords	139 - 144	56 - 57
B. Accords financiers	145 - 148	57 - 58
C. Autres dispositions	149	58
D. Dispositions en matière de sous-traitance	150 - 154	58 - 59
V. POSITION DE NEGOCIATION DES GOUVERNEMENTS HOTES	155 - 162	60 - 62
A. Manque de connaissances en matière d'industrie et de commerce international	157 - 158	60
B. Contraintes financières	159 - 160	61
C. Importance des projets dans la stratégie globale de développement des pays hôtes	161 - 162	62
VI. REPARTITION DES GAINS	163 - 185	63 - 185
A. La "Volta Aluminium Company (VALCO)"	165 - 169	63 - 64
B. Recettes tirées par l'Etat guinéen des activités d'exploitation de la bauxite et de production d'alumine par les sociétés opérant en Guinée	170 - 185	64 - 70

TABLE DES MATIERES (Suite)

CHAPITRE	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
VII. EFFORTS DES PAYS HÔTES EN VUE DE LA RESTRUC- TURATION DE CETTE INDUSTRIE	186 - 208	71 - 74
A. Création de commission de l'aluminium	187 - 191	71 - 72
B. Associations de producteurs	192	72
C. Dialogue producteurs-consommateurs	193 - 196	72
D. Participation des pays hôtes dans l'industrie	197 - 199	73
E. Intégration régionale	200 - 202	73
F. Prélèvement sur la bauxite	203 - 205	74
G. Contrôle des prix stipulés aux contrats d'exportation	206	74
H. Financement des projets par les gouvernements des pays hôtes	207 - 208	74
VIII. CONCLUSION	209 - 210	75

LISTE DES TABLEAUX

	<u>Pages</u>
1. Ressources mondiales de bauxite, 1979	13 - 14
2. Production mondiale de bauxite, par région, 1971-1980 (en millions de tonnes)	16
3. Principales usines d'alumine dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes)	18 - 23
4. Fonderies pour la transformation primaire de l'aluminium dans le monde (capacité en milliers de tonnes)	26 - 39
5. Propriété des moyens de production de l'aluminium, de l'alumine et de la bauxite dans le monde en 1982 (Capacité : en millions de tonnes)	42
6. Gains réalisés par la VALCO et ses actionnaires de l'exploitation des fonderies	66
7. Contribution à la balance des paiements du Ghana (en milliers de dollars)	67
8. Décomposition des recettes de la Briguia et de la CPO (en milliers de dollars)	69

CHAPITRE I

INTRODUCTION

1. Les Secrétaires exécutifs de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) avaient signé, en juillet 1977, un aide-mémoire portant sur les possibilités de coopération régionale entre les deux commissions dans le domaine des sociétés transnationales. Ils étaient convenus de lancer un projet interrégional sur les sociétés transnationales opérant dans le domaine des produits de base destinés à l'exportation. Certaines dispositions appropriées prévues dans le document ont amené la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à se joindre au projet au début de 1978.
2. Il était convenu que les trois commissions régionales intéressées, auxquelles se joignait le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, coopéreraient à l'élaboration de monographies détaillées sur le rôle des sociétés transnationales dans le secteur des produits de base primaires d'exportation dans les pays en développement. Un cadre conceptuel général dans lequel s'inscrirait l'élaboration de ces études de cas fut défini pour servir de point commun de convergence des efforts des quatre parties.
3. Le point commun de convergence de ces études de cas devait être les questions spécifiques touchant les deux domaines de préoccupation suivants :
 - a) les facteurs déterminant les positions des gouvernements des pays hôtes lors des négociations avec les sociétés transnationales;
 - b) la structure de la répartition des gains, résultant de ces facteurs, entre les pays hôtes et les sociétés transnationales.
4. La présente étude s'inspire des rapports établis sur la participation des sociétés transnationales dans l'industrie de l'aluminium dans les trois régions et se prévaut desdits rapports pour étayer les arguments avancés. Le recours à d'autres sources, mentionnées dans la présente étude, s'est avéré nécessairement pour examiner certaines questions qui n'avaient pas été développées dans les rapports.
5. Le deuxième chapitre est une description de l'industrie de l'aluminium en général à travers toutes ses étapes, de l'extraction de la bauxite à la production du métal, en passant par l'affinage et la fonte du minerai. Nous avons tenu aussi à souligner les faits importants qui feront l'objet d'un examen plus loin dans la présente étude. Celle-ci comporte également des tableaux sur l'évaluation des

réserves mondiales totales de bauxite, les capacités des usines de production d'alumine et des fonderies ainsi que sur la structure de la propriété de ces moyens de production afin de mieux faire ressortir l'importance des sociétés transnationales dans cette industrie. Ces tableaux décrivent la situation de ce secteur industriel en 1978 avec, toutefois quelques remaniements lorsque des données plus récentes sont disponibles. Ils ne tiennent pas compte cependant de la fermeture récente de certaines fonderies et autres installations, provoquée par la crise économique mondiale actuelle.

6. Le troisième chapitre est consacré à la description de la nature du marché des produits de cette industrie et de l'omniprésence des sociétés transnationales dans tous les aspects de ce secteur. La question du volume des échanges entre associés, filiales et agences y revêt une importance toute particulière d'autant qu'il s'agit d'un facteur qui a déterminé la fixation des prix dans cette industrie et a abouti à un transfert considérable des prix qui n'ont aucun rapport avec la valeur des produits échangés. L'avantage d'une telle pratique, pour les sociétés transnationales s'entend, est qu'elle leur assure une rentabilité globale maximale. L'on s'est également penché, dans ce chapitre, sur l'influence de la Bourse des métaux de Londres et de l'Association internationale de la Bauxique sur les prix pratiqués sur ce marché.

7. L'analyse des caractéristiques générales des accords contractuels dans ce secteur, matière du chapitre 4, a pour but d'évaluer la position des pays producteurs lors de leurs négociations avec les sociétés transnationales, ce dernier point étant examiné dans le chapitre 5.

8. Un aspect très important de cette étude est l'analyse, faite au chapitre 6, de la répartition des gains entre les sociétés transnationales et les pays hôtes. Bien que les données que nous avons pu recueillir à cet égard fussent limitées, les rapports sur le Ghana et la Guinée ont fourni suffisamment d'éléments utiles qui ont comblé cette lacune.

9. Quant au chapitre 7, il constitue une énumération des mesures prises par les pays hôtes pour s'assurer que la répartition des gains soit faite de manière équitable. Certes, des progrès considérables ont été accomplis en vue de l'accroissement des recettes de ces pays; il n'en demeure pas moins vrai cependant que le contrôle de cette industrie reste, dans une grande mesure, entre les mains des sociétés transnationales qui, en effet, réorientent en ce moment leurs capacités de production vers d'autres régions où les mesures prises par les pays hôtes ont sur leurs opérations une incidence nettement moindre.

CHAPITRE II

ETUDE DE LA PRODUCTION ET DE LA TRANSFORMATION DE L'ALUMINIUM

10. L'aluminium est le troisième élément le plus abondant de l'écorce terrestre; il ne se présente pas comme tel dans son état naturel et son extraction commerciale et économique de la bauxite - le minéral - est due à des progrès techniques assez récents.

A. Définition

11. La bauxite est une roche riche en hydrates d'aluminium ou en minéraux d'hydroxydes, contenant parfois de la matière amorphe et que l'on rencontre soit sous forme consolidée soit non consolidée. Bien que la bauxite ne soit essentiellement transformée que pour la production de l'aluminium métal, elle constitue également la matière première pour la fabrication de produits chimiques à base d'aluminium tels que les sulphates d'aluminium, les briques réfractaires utilisées pour le garnissage de fours à haute température et les abrasifs.

12. Il existe trois principaux types de bauxites : les bauxites composées principalement de gibbsite et communément appelées bauxites tryhydrates ou bauxites de surinam, le type composé de boehémite 1/ou diaspore, appelé bauxite monohydrate ou bauxite de type européen, et le troisième type connu sous le nom de bauxite mixte, qui est composé d'un mélange de gibbsite et de monohydrate.

13. L'appellation "bauxite de type jamaïcain", s'applique à un type de bauxite à grains fins, à forte teneur, en fer, contenant du gibbsite et de faibles quantités de boehémite.

14. Les gisements de bauxite éparpillés dans le monde sont classés en plusieurs catégories. Cette classification est régie par le pourcentage en poids des venues minières, leur minéralogie, leur âge ou même leur répartition géographique.^{1/ 2/ 3/}. Selon une méthode de classification plus simple on distingue deux groupes de gisements.

^{1/} Modified after S.H. Patterson, "Bauxite Reserves & Potential Aluminium Resources of the World", U.S.G.S. Bulletin, No. 1228 (1967).

^{2/} Weisoe, G., "Bauxite Lateritique et Bauxite Karstique", ICSOBA Symposium (1964).

^{3/} Hill, V.G., "Bauxite and the Aluminium Industry", Reserves and Technological Alternatives.

1. Bauxites de type latéritique

15. Ce sont des bauxites que l'on rencontre dans les gisements résiduels formés sous des climats chauds et humides à partir de roches ayant un bon système de drainage interne et dans des conditions favorables à l'accumulation de l'aluminium sous forme d'oxydes hydratés et au lessivage d'autres composantes de la roche mère. Ces gisements, le plus souvent, coiffent des régions surélevées comme c'est le cas en Guinée; dans d'autres, ils ont été ensevelis à la suite d'une poussée tectonique ultérieure par des couches de roches plus jeunes, comme on en trouve sur les gisements de Mackenzie, en Guyane.

2. Bauxites de type karstique (ou Terra Rosa)

16. Ces types de bauxites se forment par suite de l'accumulation, dans les dépressions (en topographie karstique, dans les régions calcaires) des matériaux qui sont à la base de la formation de ce minerai; c'est le cas des gisements jamaïcains. Ces gisements peuvent se retrouver enfouillis à la suite d'une autre poussée tectonique pour donner naissance à des gisements du type que l'on rencontre en Hongrie.

17. Aux fins de la présente étude, les seules classifications utiles sont celles qui sont faites sur la base de facteurs tels que l'accessibilité des gisements en vue de leur exploitation économique. Il importe donc que les gisements soient considérés sous cet angle lorsqu'on étudie les ressources des différents pays. Il existe quelques autres méthodes de classification des gisements de bauxite, mais elles s'inspirent, pour la plupart, essentiellement de la méthode de la classification américaine des ressources minières, comme c'est le cas pour les gisements dont on parlera dans la présente étude.

18. Cependant, le concept de gisement de bauxite exploitable in Situ ne permet pas de faire une comparaison juste des différents gisements; ce qui a amené Jurgen Lotze à proposer une classification fondée sur le coût de la bauxite livrée à une usine d'alumine type 4/. Bien qu'une telle méthode constitue un progrès dans la classification des ressources en bauxite économiques, son application nécessite que l'on tienne compte de certains facteurs complexes dont la considération n'est pas à propos dans le contexte de la présente étude. Une lacune importante dans l'analyse de Lotz est, par exemple, de n'avoir pas pris en compte la valeur intrinsèque de la bauxite elle-même qui, aujourd'hui, est un important facteur dans les recettes des pays producteurs. Cette conception sera examinée plus en détail dans la partie consacrée à la fixation des prix des produits de base.

^{4/} Jurgen Lotze, "Economic Evaluation of World Bauxite Resources", ICSIBA, Athens 1978 Vol. 2 - Bauxite.

B. Procédés de production

19. L'examen des procédés de production de la bauxite se borne, pour les besoins de la présente étude, à ceux nécessaires pour la production de l'aluminium métal et des produits finis en aluminium. Nous avons déjà mentionné les autres usages de la bauxite, mais ceux-ci sont relativement insignifiants dans l'exploitation du minerai et n'occupent, de ce fait, qu'une place assez restreinte dans le commerce de l'aluminium, principal sujet de la présente étude.

20. Ces autres usages de la bauxite peuvent, toutefois, revêtir quelque importance dans des cas particuliers dans le cadre de la politique de diversification de la production de certaines sociétés. Nous y reviendrons au cours de la présente étude pour démontrer la complexité du commerce de la bauxite.

21. Les procédés de production de produits en aluminium à partir de la bauxite sont les suivants.

1. Extraction du minerai

22. La plupart des gisements de bauxite apparaissent près de la surface de la terre, ont très peu de couverture et se prêtent ainsi à une exploitation peu coûteuse par les méthodes de travail à ciel ouvert, tel qu'on le fait sur les gisements de Boké, en Guinée. Il existe, cependant, d'autres gisements qui ont été ensevelis sous une couche de couverture de plusieurs mètres d'épaisseur et que l'on ne saurait exploiter économiquement par les méthodes de travail à ciel ouvert s'ils n'avaient certaines caractéristiques particulières qui accroissent nettement leur valeur par rapport à celle d'autres bauxites. Un exemple de ces types de gisements est celui de Mackenzie, en Guyane : ce sont essentiellement des bauxites réfractaires et des bauxites riches en produits chimiques et dont le coût d'exploitation est presque égal à celui de l'alumine raffiné. Leur exploitation est de ce fait rentable en dépit de l'épaisseur de la couche de couverture.

23. Les bauxites les plus coûteuses sont celles des mines souterraines comme c'est le cas des gisements hongrois.

2. Enrichissement

24. Dans les cas où les usines de production d'alumine sont implantées sur le site ou très près de la mine, la transformation de la bauxite ne dépasse guère le plus souvent le stade du mélange et du broyage afin de pouvoir alimenter constamment les usines. Par contre, si la bauxite doit être transportée sur de longues distances,

il faudra dans ce cas, soit l'enrichir de quelque manière soit organiser le transport de telle sorte que le minerai soit compétitif eu égard à d'autres sources d'approvisionnement 5/.

25. Les deux méthodes principales d'enrichissement du minerai sont le lavage et le séchage.

26. Le minerai ghanéen doit être lavé pour en réduire la teneur en silice que l'on trouve concentrée dans les couches d'argiles qui l'accompagnent. Etant donné que le minerai s'égoutte facilement, le séchage à la chaleur avant l'expédition n'en est plus nécessaire. On parvient facilement à obtenir ainsi une production prête pour l'exportation dont la teneur en humidité est inférieure à 10 p. 100. La bauxite exportée des gisements de Mokandji, en Sierra Léone, est semblable à celle du Ghana et, jusqu'à une date récente, n'était pas séchée avant l'exportation.

27. Le minerai jamaïquain, par contre, est un minerai à grains fins qui, à l'état naturel, retient une forte quantité d'humidité. Il doit nécessairement être séché à la chaleur avant l'exportation.

28. Pour optimiser leurs opérations certaines compagnies, telles que la Guyana Bauxite Company dans ses exploitations de Linden, traitent encore les résidus du lavage pour en récupérer d'aluminium qu'ils contiennent.

3. Production d'alumine

29. L'alumine, que l'on fait fondre pour produire de l'aluminium, est obtenue par des variantes d'une méthode brevetée par Karl Bayer en 1888 et généralement connue sous le nom de procédé Bayer. Les deux principales variantes de ce procédé, dont l'application dépend du type des hydrates d'aluminium prédominants dans la bauxite, sont le procédé Bayer américain et le procédé Bayer européen. Le premier est utilisé

5/ Le facteur transport, on le verra mieux au cours de la présente étude, est extrêmement important dans la rentabilité des exportations de bauxite. L'efficacité du chargement dans les ports australiens, tant du point de vue des taux que de la capacité des vaisseaux, outre l'importance des gisements de bauxite de ce pays, permet à l'Australie d'imposer ses prix sur le marché japonais.

De même le commerce de la bauxite entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe est dominé par la Guinée grâce, entre autre, à la supériorité qualitative de ses infrastructures portuaires.

dans le traitement du minerai gibbsitique (trihydrate). Le minerai doit être attaqué, à basse température, dans une solution de soude caustique légèrement concentrée et soumis à une certaine pression. Quant au procédé Bayer européen, le minerai de bauxite boehemitique ou diasporique (monohydrate) doit être attaqué dans une solution de soude caustique plus concentrée, chauffé à une température plus élevée et soumis à une plus forte pression.

30. Fondamentalement, la technique Bayer nécessite l'attaque du minerai par une solution de soude caustique. Après quoi, on laisse les impuretés se décanter avant de les séparer de la lessive. On laisse cette lessive se refroidir pour concentrer ainsi l'aluminate de sodium dans la solution avant de l'ensemencer avec des cristaux d'alumine pour favoriser la cristallisation de l'hydrate. Ce dernier, une fois filtré et séché est prêt alors pour la fonderie.

31. On produit deux types d'alumine : l'alumine farineuse, à grains très fins, et l'alumine sableuse à grains plus épais. Pour produire de l'alumine sableuse, il faut que la teneur en acides organiques de la liqueur d'attaque soit faible, car les acides organiques tendent autrement à s'agglutiner autour des minuscules cristaux et les empêchent de se développer. Pour éviter cela, on mélange de la bauxite riche en charbon organique avec de la bauxite pauvre en matières organiques pour réduire leur teneur en acides organiques.

32. Un autre facteur important dans le coût de la production d'alumine est la teneur de la bauxite en silice reactive. Cette silice se combine avec la soude caustique pour donner du silicate de soude et d'aluminium et entraîne la perte d'une précieuse quantité d'alumine et de soude caustique que l'on ne peut récupérer par recyclage.

33. Pour le traitement des minerais diasporiques, on doit ajouter de la chaux à la solution de soude caustique pour faciliter le processus de l'attaque.

34. Un détail important qu'il convient de noter à ce stade est que l'on produit des types spécifiques d'alumines pour des fours bien déterminés. On ne peut utiliser invariablement et sans que cela en coûte des frais supplémentaires des fours pour produire de l'alumine sableuse ou de l'alumine farineuse; c'est pour cette raison que le marché de l'alumine métallurgique est strictement réservé à des types spécifiques de fours.

4. Production d'aluminium

35. Le procédé de la production d'aluminium à partir de l'alumine fut découvert simultanément aux Etats-Unis, par Charles Martin Hall et, en France, par Paul L.T. Heroult, d'où le nom de "méthode Hall-Heroult" communément donné à ce procédé.

La production de l'aluminium, selon ce procédé se fait par électrolyse de l'alumine dans un bain de cryolithe. Cette phase du procédé consomme une quantité énorme d'énergie électrique, ce qui fait que l'emplacement des fonderies d'aluminium, partout dans le monde, est déterminé dans une grande mesure par la disponibilité d'énergie électrique bon marché.

36. Deux types de cuves électrolytiques sont couramment utilisés dans cette industrie :

a) La cuve Söderberg

37. La cuve du procédé Söderberg a une anode en gaine de tôle en acier remplie d'agglomérés de houille et de coke de brai. Cette anode est suspendue au-dessus de la cuve dont les parois sont garnies de dalles de carbone qui servent de cathode. La cathode est remplie avec un mélange de cryolithe et d'alumine. Le courant traverse l'électrolyte en passant par des gonjons en acier plantés dans l'anode. Au cours du processus d'électrolyse, l'aluminium se dépose au fond de la cuve (cathode), prêt à être récupéré à volonté.

38. Le procédé Söderberg est continu et demande moins de main-d'oeuvre et d'attention et ne nécessite la mise en place d'aucune infrastructure de fabrication d'anode ni de transmission rigide, contrairement au système de la cuve à anodes précuites. Elle est cependant moins efficace du point de vue consommation d'énergie, de la quantité de gaz dangereux dégagés du four à creuset et de la récupération du fluor de ces gaz. Devant les coûts élevés de l'énergie et de la protection de l'environnement, motif de préoccupation de plus en plus grande - du moins dans les pays industrialisés - on tend de plus en plus à remplacer la méthode Söderberg par la méthode de la cuve à anodes précuites.

b) La cuve à anodes précuites

39. Les anodes précuites de ce type de cuve sont des blocs cuits constitués de carbone (aggloméré de houille et de coke de brai) suspendus au-dessus d'un bain de cryolithe et d'alumine. Les anodes sont continuellement remplacées au fur et à mesure qu'elles s'usent. Dans ce processus d'électrolyse aussi l'aluminium produit se dépose au fond de la cuve d'où on le récupère à l'aide d'un siphon. Les fonderies de la VALCO, au Ghana, utilisent des cuves à anodes précuites.

40. Le métal obtenu directement du fondeur est connu sous le nom d'aluminium primaire et peut être de degrés de pureté variables. A l'heure actuelle le métal de ce genre le plus demandé est celui raffiné à 99,7 p. 100; mais les prix cotés d'habitude sont ceux de métaux purs à 99,5 p. 100, laissant ainsi une marge de hausse pour les métaux de qualité supérieure.

41. L'étape de la semi-transformation du minerai à sa sortie du fondeur et celle de la fabrication des produits finals laissent une quantité considérable de déchets qui, dans certains cas, peut constituer jusqu'à 60 p. 100 du minerai. Cette ferraille est refondue et réutilisée; dans le jargon industriel on l'appelle "déchets".

42. A cause du coût élevé de l'énergie et la quantité d'énergie électrique nécessaire pour la première fusion du métal, on gagne beaucoup plus à collecter les objets en aluminium rejetés tels que les boîtes à boissons et à les faire refondre pour en récupérer l'aluminium. C'est ce type de ferraille que l'on appelle communément du bocage.

43. La récupération de cette vieille ferraille est devenue une importante source d'approvisionnement en aluminium métal.

5. Fabrication des demi-produits

44. Les principaux produits des fonderies d'aluminium sont les gueuses; les lingots, les plaques de laminage et les ébauches pour presses à filer. Les gueuses et les lingots sont essentiellement utilisés par les fonderies qui disposent d'infrastructures d'alliage propres. Les plaques de laminage et les ébauches pour presses à filer sont utilisées directement pour la fabrication de demi-produits.

a) Fabrication de tôles et de flans circulaires

45. La méthode conventionnelle de fabrication de tôles est celle du laminage à chaud et à froid. Les plaques à laminier sont chauffées puis passées dans un train de laminage chaud. Le laminage à froid intervient pour la finition et le découpage, aux dimensions voulues, de la feuille d'aluminium ainsi prête pour son utilisation finale, à savoir la fabrication de tôles pour toitures, carrosserie des camions, bateaux, carlingue des avions, maisons préfabriquées et ouvrages en tubes.

b) Coulée continue des plaques

46. Dans la production de feuilles et autres matériaux d'emballage en aluminium l'usage est, de nos jours, de procéder par la méthode de la coulée continue. Le métal liquide que l'on obtient soit directement des creusets soit en faisant fondre des lingots achetés, est versé dans la lingotière, refroidie à l'eau contenue dans un dispositif de refroidissement situé de part et d'autre de celle-ci. Au fur et à mesure que la billette se solidifie, le fond de la lingotière est descendu à une vitesse régulière. Le métal ainsi obtenu est laminé à froid aux dimensions voulues pour son utilisation.

c) Tréfileries

47. Les manufactures de câbles et fils en aluminium utilisent des tréfileurs qui fonctionnent suivant le même principe que la coulée continue, à la seule différence que ces machines produisent des tiges d'aluminium épaisses qui seront étirées par la suite.

d) Fabrication de profilés et tubes

48. Les ébauches pour presses à filer servent à la fabrication de profilés, de moules et de tubes. Le procédé consiste à pousser la billette à travers un moule qui lui donne sa forme particulière. Ces profilés entrent par la suite dans la fabrication de fenêtres et de cadres de portes ou sont utilisés comme matériaux de construction dans d'autres domaines d'application.

6. Utilisation de l'aluminium

49. Métal léger, bon conducteur de l'électricité et de la chaleur et, grâce en plus de ses propriétés antirouille, l'aluminium trouve un large éventail d'applications dans l'industrie. Ses principaux domaines d'utilisation sont les suivants :

a) Bâtiment

50. L'aluminium est principalement utilisé dans la construction pour la couverture des toits, le parement des murs et la fabrication de cadres de portes et fenêtres.

b) Transports

51. Ce métal est devenu un important substitut de divers matériaux dans le domaine des transports à cause de sa légèreté qui réduit la consommation de combustibles. Son utilisation est largement répandue dans la fabrication de carrosseries de camions, de camions frigorifiques, des roues et pare-chocs des voitures. On commence aussi à construire des blocks moteurs en aluminium. Mais le domaine d'utilisation classique de ce métal, dans le secteur des transports, est bien sûr celui de l'industrie aéronautique.

52. Avec la mise au point d'alliages spéciaux, l'aluminium est entré de plus en plus dans la construction des bateaux, plus particulièrement dans la construction de la superstructure des navires de guerre. Les récents événements de la guerre des îles Falkland ont amené les utilisateurs de ce métal à reconsidérer sérieusement son usage dans ce domaine.

c) Utilisations dans le domaine électrique

53. L'aluminium est surtout utilisé dans la transmission à haute tension. Son utilisation dans l'électrification des foyers s'est heurtée à certains problèmes, aux Etats-Unis et est à l'heure actuelle très restreinte 6/.

d) Boîtes à conserves et conteneurs

54. L'aluminium est devenu un important métal pour le conditionnement des produits alimentaires et boissons-particulièrement les "fast food" (repas express) où il concurrence les emballages en papier et les boîtes à boissons, jusqu'alors présentées dans des boîtes en étain ou dans des bouteilles. Le transport des cargaisons en conteneurs est également un domaine important de l'utilisation de l'aluminium.

e) Appareils électroménagers et équipement

55. Grâce à sa légèreté et parce qu'il est bon conducteur de la chaleur, l'aluminium est entré depuis dans la fabrication de certains éléments importants des appareils électroménagers tels que réfrigérateurs, abat-jour, marmites, collecteurs d'énergie solaire et casseroles.

f) Machines

56. On a mis au point de nouveaux alliages d'aluminium aussi résistants mais plus légers que l'acier, ce qui en fait le métal idéal pour la construction de certaines machines. Les pistons en aluminium par exemple sont devenus assez courants de nos jours.

6/ La "U.S. consumer Products Safety Commission" (Commission américaine pour la sécurité des produits de consommation) avait effectué des études approfondies sur les incendies causés par l'utilisation de l'aluminium dans l'électrification des foyers, études qui ont entraîné plusieurs procès intentés par la Commission contre les producteurs de ces fils et câbles électriques et vice-versa. Le bruit qui a été fait autour de cette affaire a sérieusement compromis l'usage de l'aluminium dans ce domaine. En voici deux de ces affaires :

i) La "Consumer Produce Safety Commission" contre "l'Anacoda Company et alia". Déposition faite sous serment devant un huissier de l'Etat de New York;

ii) La "Kaiser Aluminium & Chemical Corporation" contre la "United States Consumer Product Safety Commission". Procès civil n°16-44 Tribunal américain de district, District du Delaware.

7. Les concurrents de la bauxite et de l'aluminium

57. Devant le renchérissement des prix de la bauxite, dû à l'imposition de taxes dans certains pays en développement et plus particulièrement parce que l'aluminium est aussi un métal stratégique, les recherches se poursuivent à l'heure actuelle pour mettre au point des méthodes commerciales d'extraction de l'aluminium à partir des matières alumineuses telles que les argiles, l'alumite et les anorthosites que l'on trouve en abondance dans les pays industriels pauvres en bauxite.

58. Bien qu'aucune de ces méthodes ne soit encore viable, on parle beaucoup déjà d'une nouvelle conquête de la technique qui ne tardera pas à voir le jour dans ce domaine. Cependant, même si tel est le cas, compte tenu de l'ampleur des investissements que requièrent les méthodes traditionnelles Bayer et Hall-Heroult, il faudra attendre plusieurs années encore avant que cette nouvelle technologie puisse s'imposer.

59. Le défi le plus important qui soit lancé aux pays producteurs de bauxite de qualité moyenne élevée est la mise au point, par les raffineries de la compagnie Alcoa, en Australie occidentale, d'une technologie permettant le traitement commercial de la bauxite gibbsitique d'une teneur en alumine d'environ 30 p. 100. Plus cette technologie est appliquée pour le traitement des bauxites dont le gisement se situe près des fonderies moins les bauxites de première qualité seront compétitives si elles doivent être transportées sur de longues distances avant d'atteindre les fonderies où elles doivent être transformées en alumine avant l'expédition.

60. L'aluminium a également plusieurs concurrents quant à ses applications. Son premier concurrent est le cuivre dans le domaine de la transmission électrique; dans les industries automobiles, de la construction des machines, de la fabrication de conteneurs, de l'emballage et des boîtes à conserves ce sont le fer et l'acier. On trouve également comme autres concurrents de l'aluminium le papier dans l'industrie de l'emballage; le bois et le plastique dans la construction de l'industrie automobile. Mais malgré tout, ce métal n'en a pas pourtant perdu sa position et ce, parce que léger, bon marché par rapport à d'autres métaux - sauf le fer - et résistant à la rouille.

C. Répartition géographique des ressources de bauxite et des usines de production d'aluminium dans le monde

1. Ressources de bauxite

61. On trouve les gisements de bauxite un peu partout dans le monde; mais les principaux producteurs de ce minerai demeurent les pays suivants : Australie, Guinée et Jamaïque, au nombre desquels on comptera très bientôt le Brésil.

Tableau 1. Ressources mondiales de bauxite, 1979 a/

		Equivalent de l'aluminium recouvrable (en millions de tonnes courtes)		
	Réserves de bauxite (en millions de tonnes sèches)	Autres réserves	Ressources de bauxite <u>b/</u>	Ressources totales <u>b/</u>
Amérique du Nord				
Etats-Unis	40	10	40	50
Jamaïque	2 000	460	60	520
Autres pays	210	50	30	80
Total	2 250	520	130	650
Amérique du Sud				
Brésil	2 500	610	610	1 220
Guyane	700	190	80	270
Suriname	490 <u>c/</u>	130	80	210
Autres pays	300	70	130	200
Total	3 990	1 000	900	1 900
Europe				
Grèce	700	160	60	220
Hongrie	300	70	20	90
URSS	300	60	70	130
Yougoslavie	400 <u>c/</u>	85	85	170
Autres pays	90	20	110	130
Total	1 790	395	345	740
Afrique				
Cameroun	1 000	200	120	320
Ghana	570 <u>c/</u>	130	50	180
Guinée	6 500	1 500	400	1 900
Sierra Leone	130 <u>c/</u>	30	---	30
Autres pays	5	---	440	440
Total	8 205	1 860	1 010	2 870

Tableau 1. Ressources mondiales de bauxite, 1979 a/ (Suite)

	Réserves de bauxite (en millions de tonnes sèches)	Equivalent de l'aluminium recouvrable (en millions de tonnes courtes)		
		Autres réserves	Ressources de bauxite b/	Ressources totales b/
Asie				
Chine	150	30	180	210
Inde	1 000	225	225	450
Indonésie	700 c/	150	65	215
Autres pays	65	15	215	230
Total	1 915	420	685	1 105
Océanie				
Australie	4 500	1 000	550	1 550
Autres pays	20	5	30	35
Total	4 520	1 005	580	1 585
Total mondial	22 670	5 200	3 650	8 850

a/ Le total des chiffres ci-dessus, peut ne pas correspondre aux totaux figurant sur le Tableau, l'auteur ayant pris la liberté d'arrondir certains chiffres.

b/ Sont incluses les ressources quasi économiques identifiées et les ressources hydrothétiques et spéculatives. Chiffres calculés sur la base des données élaborées conjointement par la "US Geological Survey" et "Bureau of Mines", sur les ressources de bauxites.

c) Données publiées dans la Quarterly Review (revue trimestrielle) de "l'International Bauxite Association" dans son numéro d'octobre-décembre 1975.

d) Y compris la partie asiatique de l'URSS.

Source : Aluminium, pré tirage du Bulletin 671, Bureau of Mines, United States Department of the Interior, édition 1980.

62. Les autres pays producteurs importants de bauxite dans les caraïbes et qui, sur la liste, ne figurent pas aux côtés des Etats-Unis et de la Jamaïque, sont Haïti et la République dominicaine qui, chaque année, exportent vers les Etats-Unis plus d'un million et demi de tonnes de bauxite.
63. De nouveaux gisements de bauxite ont été découverts au Venezuela; ce pays ne tardera pas à devenir un important producteur de ce minerai dès que les projets élaborés en vue de la mise en valeur de cette ressource seront réalisés.
64. Bien que la bauxite doive son nom à un village de France, la production française de ce minerai a subi néanmoins un certain déclin. Les ressources européennes de bauxite sont maintenant concentrées en Grèce et dans les pays socialistes.
65. C'est en Afrique, et plus précisément en Guinée, que l'on trouve les plus importants gisements du monde. Il en existe d'autres, non mentionnés dans la liste, notamment au Mozambique et en Guinée-Bissau ^{7/}.
66. En Océanie, c'est l'Australie qui domine la production de bauxite; cependant l'existence de gisements non encore exploités est signalée dans les îles Salomon, dans l'Océan Pacifique.
67. En Asie, l'Inde est de loin le producteur le plus important et l'on vient d'y découvrir d'autres gisements. Parmi les autres exportateurs de bauxite de premier ordre de ce continent figurent la Malaisie et l'Indonésie.
68. Le tableau 2 illustre la production mondiale de bauxite en 1971-1980.

^{7/} "Bureau of Mines", des Etats-Unis, Mineral Yearbook 1975-Bauxite and Alumina, et autres rapports (Washington DC).

Tableau 2. Production mondiale de bauxite, par région, 1971-1980
(en millions de tonnes)

Pays	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
<u>Afrique</u>										
Guinée	2630	2600	3800	7600	8406	11316	10871	11648	12199	13700
Sierra Leone	591	694	693	672	716	660	745	716	680	674
Ghana	329	340	355	363	325	268	235	340	251	197
Total partiel, Afrique	<u>3550</u>	<u>3634</u>	<u>4848</u>	<u>8635</u>	<u>9447</u>	<u>12244</u>	<u>11851</u>	<u>12704</u>	<u>13130</u>	<u>14571</u>
<u>Amériques</u>										
Jamaïque	12543	12989	13600	15328	11380	10296	11434	11736	11505	11991
Suriname	6718	7777	6976	6864	4751	4588	4951	5113	4741	4864
Brésil	566	765	849	859	969	998	1040	1131	1642	4151
Guyane	4234	3668	3621	3606	3828	3108	3344	3479	3354	3052
Etats-Unis	2020	1341	1909	1980	1800	1989	2013	1669	1752	1617
République Dominicaine	1032	1087	1086	1196	785	516	772	757	521	510
Haïti	765	783	743	660	522	660	588	565	560	461
Total partiel, Amériques	<u>27878</u>	<u>28910</u>	<u>28784</u>	<u>30493</u>	<u>24035</u>	<u>22155</u>	<u>24142</u>	<u>24450</u>	<u>24075</u>	<u>26647</u>
<u>Asie</u>										
Inde	1517	1692	1251	1071	1274	1449	1508	1282	1934	1740
Chine	550	550	700	800	900	1100	1200	1400	1500	1500
Indonésie	1238	1276	1229	1290	993	940	1301	1008	1093	1249
Malaisie	978	1076	1143	948	704	660	616	615	387	920
Turquie	153	471	352	665	558	463	567	449	157	417
Total partiel, Asie	<u>4438</u>	<u>5065</u>	<u>4675</u>	<u>4774</u>	<u>4429</u>	<u>4612</u>	<u>5192</u>	<u>4754</u>	<u>5071</u>	<u>5826</u>
<u>Europe</u>										
URSS	7000	7400	7900	8400	6600	6700	6700	6700	6500	6500
Grèce	2861	2409	2748	2783	3006	2551	2882	2630	2915	3286
Yougoslavie	1959	2197	2167	2370	2306	2033	2044	2566	3012	3138
Hongrie	2090	2358	2600	2751	2890	2916	2948	2899	2976	2900
France	3184	3402	2970	2949	2563	2330	2059	1978	1970	1892
Roumanie	899	984	900	858	779	890	708	650	650	650
Italie	194	97	50	32	32	24	35	24	26	22
Espagne	5	6	8	9	9	14	10	10	8	8
Total partiel, Europe	<u>18192</u>	<u>18763</u>	<u>19343</u>	<u>20152</u>	<u>18185</u>	<u>17460</u>	<u>17386</u>	<u>17457</u>	<u>18057</u>	<u>18396</u>
<u>Océanie</u>										
Australie	<u>12733</u>	<u>14437</u>	<u>17596</u>	<u>1994</u>	<u>21003</u>	<u>24085</u>	<u>26086</u>	<u>24293</u>	<u>27583</u>	<u>27178</u>
TOTAL MONDIAL	<u>66795</u>	<u>70804</u>	<u>75154</u>	<u>83912</u>	<u>77103</u>	<u>80460</u>	<u>84307</u>	<u>83520</u>	<u>87817</u>	<u>91621</u>

Source: Metallgesellschaft "Metal Statistics", 1965-75, WBM. "World Metal Statistics", janvier 1980 - juin 1981, IBA Review, vol. 5, N°4, juin 1980.

2. Usines de production d'alumine

69. C'est à proximité des fonderies ou des gisements de bauxite que l'on a tendance à implanter les usines de productions d'alumine. Les facteurs décisifs de ce choix sont, dans une grande mesure la qualité du minerai et le souci de réaliser des économies sur le transport. En Guinée, par exemple, le minerai de qualité relativement basse est transformée en alumine près de la mine de bauxite tandis que celui de Boké, de valeur supérieure, est expédié vers des usines de productions d'alumine à l'étranger. En Australie par contre la tendance est maintenant à la transformation sur place de la bauxite et d'exporter de l'alumine à des coûts plus élevés, ce qui permet de réaliser ainsi des économies sur le transport. A l'heure actuelle, nombre de producteurs de bauxite veulent accroître davantage la valeur de leurs exportations en traitant d'abord leur bauxite sur place avant de l'exporter.

70. On trouvera dans le tableau 3 ci-après l'emplacement et les propriétaires des principales mines de bauxite dans le monde.

Tableau 3. Principales usines d'alumine dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines	Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
AMERIQUE DU NORD		
Canada:		
Alcan Smelters and Chemicals, Ltd. Arvida, Quebec	1 258	Alcan Aluminium Ltd. 100%
Jamaïque :		
Alcan Jamaica Ltd. Emarton, St. Catherine	566	Alcan Aluminium Ltd. 100%
Kirkvine, Manchester	558	
Alcoa Minerals of Jamaica, Inc., Woodside, Clarendon	544	Aluminium Co. of America (Alcoa) 100%
Alumina Partners of Jamaica, Ltd., Nain St. Elizabeth	1 179	Reynolds Metals Co. 36,5%; Alcanco Aluminium Co. 27%; Kaiser Aluminium & Chemical Corp. 36,5%
Total Jamaïque	2 847 *	
Etats-Unis		
Aluminium Co. of America :		Aluminium Co. of America 100%
Bauxite, Ark	340	
Mobile, Ala	898	
Point Comfort, Tex	1 211	
Total	2 449 *	
Martin Marietta Aluminium, Inc. St. Croix, V.I.	413	Martin Marietta Aluminium Inc. 100%
Kaiser Aluminium & Chemical Corp. :		
Baton Rouge, La	930	Kaiser Aluminium & Chemical Corp. 100%
Gramercy, La	726	
Total	1 655 *	

Tableau 3. Principales usines d'alumine dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines		Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
AMERIQUE DU NORD (Suite)			
Etats-Unis (Suite)			
Ormet Corp., Burnside, La.	544	Ormet Corp. 100%	
Reynolds Metal Co. :	762	Reynolds Metal Co. 100%	
Hurricane Creek, Ark.	4 256		
Corpus Christi, Tex.			
Total	2 018 +		
Total général	7 079 +		
Total Amérique du Nord	11 384 +		
AMERIQUE DU SUD			
Brésil :			
Alcan Alumínio do Brasil S.A., Saranambi,	91	Alcan Aluminium Ltd. 100%	
Minas Gerais			
Cia Brasileira de Alumino, S.A. Sorocaba	100	Industria Votorantim, Ltd. 80%, Govt. 20%	
Sao Paulo			
Cia Mineira de Alumino, Pocos de Caldas,	141	Alcoa 50%, Hanna Mining Co. 25,5%, Intérêts brésiliens 26,5%	
Minas Gerais			
Total Brésil	331 +		
Guyane :			
Guyana Bauxite Co. Ltd. Meckenzie	354	Etat 100%	
Suriname :			
Suriname Aluminium Co., Paramaribo	1 351	Alcoa 100%	
Total Amérique du Sud	2 036		

Tableau 3. Principales usines d'alumine dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantations des usines)	Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
EUROPE		
Tchécoslovaquie : Zair	100	Etat 100%
France : Pechiney Ugine Kuhlmann Group		Pechiney Ugine Kuhlmann Group 100%
Gardanne	730	
Salindras	263	
La Barasse	331	
Total France	1 325	
République démocratique Allemande		
W.E.B., Lautz	63	Etat 100%
République Fédérale Allemande		
Aluminium Oxid Stead	600	Verbundigte Aluminium-Werke AG (VW) 50%, Ferynolds 50%
Gebroeder Gintlani GmbH, Ludwigslust	150	Gebroeder Gintlani GmbH 100%
Martinswerke GmbH fur Chemische und Metallurgische		
Produktion Ferynheim	349	Exiss Aluminium Ltd. (Aussuisse) 90,2%,
Verbundigte Aluminium-Werk AG		Etat 100%
Lippenwerke, Lünen	430	
Nabrewerke, Schwandorf	210	
Total FRG	1 738	
Grèce :		
Aluminium de Greece S.A., Distomon	500	Pechiney Ugine Kuhlmann Group (PUK) 73%, Etat et intérêts privés grecs.
Hongrie		
Ajka I)	
Ajka II)	
Almasfuzito)	
Magyarovar	726	Etat 100%

Tableau 3. Principales usines d'alumine dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines		Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
EUROPE (Suite)			
Italie :			
Alumetal S.P.A., Forte Merghera	200	Etat 54%, Montedison 6%	
Itallumina S.P.A., Porto Versme, Sardinia	720	Alsar S.P.A. 41,6%, Comalco Ltd, 20%, Metallgesellschaft A.G. 17,5%, Alumetal S.P.A. 20,83%	
Total Italie	920 +		
Roumanie :			
Oradea	249	Etat 100%	
Tulcea	249		
	499 +		
Royaume-Uni			
The British Aluminium Co. Ltd., Burntisland	100	Tube Investments, Ltd., 52%, Autres intérêts britanniques 48%	
URSS :			
Achinsk)		
Dneprovsk)		
Kerensk-Uralsky)		
Kandalaksa)		
Kirovabad)		
Krasnoturinsk)		
Novo Kuznetsk)		
Pavlodar)		
Piralevo)		
Sungalt)		
Volgorod)		
Volkhov-Tikhium)		

Tableau 3. Principales usines d'alumine dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines	Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
EUROPE (Suite)		
Yougoslavie :		
Totograd, Montenegro	200	Etat 100%
Kidricovo, Slovenia	140	
Mostar, Bosnia Herzegovina	280	
Total Yougoslavie	620 +	
Total Europe	9 765 +	
AFRIQUE		
Guinée :		
Friguia, Kinko	700	Priseco Co. 51%, Etat 43% (Priseco : Noranda (USA) 21% ; PUK (France) 17% ; British Aluminium (UK) 5% ; Alusuisse (Switzerland) 5% ; VAW (W. Germany) 3% .
Total Afrique	700	
ASIE		
Chine (Republique populaire de) :		
Nanting et autres localités	363	
Inde :		
Aluminium Corp. of India Ltd., Jarkannagar,	23	Aluminium Corp. of India Ltd. 100%
Bengal occidental	200	Etat 100%
Bharat Aluminium Co. Korba, Madhya Pradesh	150	Birla et intérêts indiens 75%, Kaiser 27%
Hind uстан Aluminium Corp. Ltd. Romkoot,	77	Alcan 55%, intérêts indiens 45%
Uttar Pradesh	159	
Indian Aluminium Co. Ltd., Murli, Bihar	50	
Belgaum, Mysore		
Madras Aluminium Co. Ltd. Motur Tamil Nadu		Gouvernement de l'Etat de Madras, 75%, Montedison 27%
Total Inde	658 +	

Tableau 3. Principales usines d'alumine dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines		Capacité fin 1978	Propriétaire (actuel)
ASIE (Suite)			
Japon :			
Mitsui Alumina Corp., Wakamatsu	200		Mitsui Group 98,5%, autres intérêts japonais 1,5%
Nippon Light Metal Co. Ltd.			Alcan 50%, intérêts japonais 50%
Shinisu	540		
Furukawa	333		
Showa Denko K.K., Yokohama	620		Showa Denko K.K., 100%
Sumitomo Chemical Co. Ltd. Kikumoto	766		Sumitomo Chemical Co., 100%
Total Japon	2 457 +		
République de Chine :			
Taiwan Aluminium Corp. Kaohsiung	76		Etat 100%
Turquie : Seydisehir	200		
Total Asie	3 753 +		
OCEANIE			
Australie :			
Alcoa of Australia (W.A.) N.L.	1 297		Alcoa 51%, intérêts australiens 49%
Kwinana, Western Australia	2 004		
Pinjarra, Western Australia	998		Alussuisse 70%, Gove Alumina Ltd. 30%
Nabalco Pty. Ltd. Gove, Northern Territory	2 399		Kaiser 28,3%, Alcan 21,4%, Pechiney Ugine, Kuhlman 20%
Queensland Alumina Ltd., Galdstone			Coralco 30,3%, (Coralco : Corzinc Rio Tinto of Australia 45%, Kaiser 45%, public 10%).
Total Monde	34 335 +		

+ Les chiffres ayant été arrondis, les totaux pourraient ne pas tomber juste.
o Estimations.

3. Fonderies d'aluminium

71. Comme on l'a vu plus haut dans la présente étude, la fonte de l'alumine en métal requiert d'énormes quantités d'énergie électrique et à bon marché. C'est pour cette raison que les fonderies sont installées à proximité de sources d'énergie hydroélectrique ou dans les régions où des sources d'énergie subventionnée par l'Etat sont disponibles à faible coût pour les industries à forte consommation. On trouvera dans le Tableau 4 la répartition des principales fonderies dans le monde.

73. C'est en Europe - y compris l'URSS - que l'on trouve les plus importantes installations de fonderie du monde. En tête du classement par pays, on trouve l'URSS et la Norvège où l'énergie hydroélectrique est bon marché; puissance installée : 2 873 000 tonnes (1975). La République fédérale d'Allemagne a une puissance installée de 832 000 tonnes, reposant sur des ressources en charbon bon marché.

73. Les autres producteurs européens sont (par ordre alphabétique), les pays suivants : Allemagne, Autriche, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Pays-bas, Pologne, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, et Yougoslavie.

74. Derrière l'Europe, le deuxième gros producteur est l'Amérique du Nord où les infrastructures, tributaires de l'énergie hydroélectrique, se trouvent dans les trois régions suivantes : Québec septentrional, Nord-ouest des Etats-Unis et Vallée du Tennessee. Partout ailleurs, les fonderies utilisent le gaz et le charbon, combustibles peu coûteux. Outre le Canada et les Etats-Unis, l'autre producteur d'Aluminium de l'Amérique du Nord est le Mexique; bien que ses capacités actuelles soient réduites, celles-ci vont très certainement se développer rapidement grâce à la mise en valeur de nouvelles sources d'énergie.

75. L'Amérique du Sud a des capacités plus modestes au Brésil, au Suriname et au Vénézuéla; cependant il existe encore des sources d'énergie hydroélectrique non encore exploitées et qui pourraient fournir l'énergie nécessaire à l'expansion de la production d'aluminium dans plusieurs pays d'Amérique du Sud comme la Guyane. Dans ce pays, le développement des infrastructures a été retardé parce que le potentiel d'énergie hydroélectrique se trouve dans la région revendiquée par le Vénézuéla.

76. En Afrique, l'aluminium est produit au Ghana, en Egypte, en République-Unie du Cameroun et en Afrique du Sud. La Libye et le Nigéria en sont des producteurs potentiels qui compteront sur leur gaz naturel bon marché.

77. En Asie, on trouve les fonderies dans les pays ci-après : Bahreïn, Chine (Rép. pop.de), Dubaï, Inde, Iran, Japon, Corée, Taïwan et Turquie. Ce sont les pays de cette région qui ont été le plus frappés par la flambée des prix du pétrole, puisque bon nombre de leurs infrastructures dépendent de ce carburant pour leur fonctionnement. Le Japon, par exemple, a considérablement réduit sa capacité et il est fort probable que tout développement futur de l'industrie d'aluminium repose sur les importations du métal.

78. Par contre, les pays du Moyen-Orient, riches en pétrole vont très certainement, consacrer une proportion encore beaucoup plus importante de leurs ressources en gaz naturel à la production d'aluminium. Des projets d'installation de fonderies ont été étudiés pour Abu Dhabi et l'Arabie Saoudite.

Tableau 4. Fonderies pour la transformation primaire de l'aluminium dans le monde (Capacité: en milliers de tonnes)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines	Capacité fin 1978	Participation (actuelle) au capital
AMERIQUE DU NORD		
Canada :		
Alcan Smelters & Chemicals Ltd.		Alcan Aluminium Ltd. 100%
Arvida, Quebec	410	
Beauharnois, Quebec	46	
Isle Maligne, Quebec	95	
Kitimat, British Columbia	268	
Shawinigan Falls, Quebec	86	
Total	905	
Canadian Reynolds Metals Co. Ltd.		Reynolds Metals Co. 100%
Baie Compu, Quebec	152	
Total Canada	1 064	
Mexique :		
Aluminio SA de CV, Vera Cruz	67	Aluminium Company of America 44,3%, Intercontinental 25,7%, intérêts américains et étrangers 14%
Etats-Unis		
Aluminium Company of America (Alcoa)		Aluminium Company of America 100%
Alcoa, Tenn)	
Badin, N.C.)	
Evansville, (Warrick) Ind.)	
Massena N.Y.)	
Point Comfort, Tex)	
Rockdale, Tex)	
Vancouver, Wash)	
Wenatchee, Wash)	
Total	1 569	

Tableau 4. Fonderies pour la transformation primaire de l'aluminium dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines	Capacité fin 1978	Participation (actuelle) au capital
AMÉRIQUE DU NORD (Suite)		
Etats-Unis (Suite)		
Alcoa Aluminum Co. Columbia Falls, Mont. Seppren Ky	163 163	Alcoa Aluminum Company 100%
Total	326	
Consolidated Aluminum Inc. Lake Charles, La. New Johnsonville, Tenn	46 131	Swiss Aluminum Co. Ltd. 60%, Phelps Dodge Corp. 40%
Total	177	
Estalco Aluminum Co. Intalco Aluminum Corp. Pendle Bellingham, Wash	160 236	Alumax, Inc. (AMK Inc. 50%, Mitsui & Co. Ltd. 45%, Nippon Steel 50%, Pechiney Ugine Kuhlmann 50%, Même que ci-dessus
Kaiser Aluminum & Chemical Corp. Chilnette, La	236	Kaiser Aluminum & Chemical Corp. 100%
Mead, Wash Revenswood, W. Va Tocoma, Wash	200 148 73	
Total	657	
Martin Marietta Alumina, Inc. Goldendale, Wash The Dalles, Oreg.	109 82 191	Martin Marietta Corp. 87,2%, intérêts privés 12,8%
National-Southwire Aluminum Co. Hawesville, Ky	168	National Steel Corp. 50%, Southwire Co. 50%

Tableau 4. Fonderies pour la transformation primaire de l'aluminium dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines	Capacité fin 1978	Participation (actuelle) au capital
AMÉRIQUE DU NORD (Suite)		
Etats-Unis (Suite)		
Naranda Aluminium, Inc. New Madrid, Mo.	121	Naranda Mines, Ltd. 100%
Ormet Corp. Hannibal, Ohio	236	Swiss Aluminium Ltd. 40%, Revere Copper & Brass Inc. 34%, Phelps Dodge Corp. 26%, Levere Copper & Brass 100%
Revere Copper & Brass Inc. Boothshoro, Ala	108	
Reynolds Metals Co. Arkadelphia, Ark	62	Reynolds Metals Co. 100%
Corpus Christi (San Patricio), Tex	108	
Jones Mill, Ark.	113	
Listerhill (Sheffield), Ala.	183	
Longview, Wash	190	
Massena, N.Y.	114	
Troutdale, Oreg.	118	
Total Etats Unis	883	
Total Amérique du Nord	4 920	
AMÉRIQUE DU SUD	6 051	
Brésil :		
Alcan Alumínio do Brasil S.A. Saramba, Ouré Preto	54	Alcan Aluminium Ltd. 100%
Alumínio do Brasil Nordeste, S.A. Aratu, Bahia	28	Même que ci-dessus
Corpoabha Brasileira Do Alumínio Sarocaba, Sao Paulo	80	Industria Votorantim, Ltd. 80% Etat 20%

Tableau 4. Fonderies pour la transformation primaire de l'aluminium dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines	Capacité fin 1978	Participation (actuelle) au capital
AMERIQUE DU SUD (Suite)		
Bresil (Suite) :		
Companhia Mineira de Aluminio (Alcominas) :		Aluminium Company of America 50%, Narna Co. 40%
Procos de Calda, Mina Gerias	60	intérêts privés 10%
Total Bresil	222	
Suriname :		
Suriname Aluminium Co. (Suralco) :		Aluminium Co. of America 10%
Paramari	66	
Venezuela :		
Aluminio del Caroni S.A. (Alcosa)	112	Reynolds Metal Co. 58% Etat 42%
Puerto Ordaz, Mantanzas		
Total Amérique du Sud	550	
EUROPE		
Autriche		
Salzburger Aluminium GmbH (SAG)	12	Swiss Aluminium Ltd. 100%
Lond, Salzburg		
Vereinigte Metallwerke Ranshofen Berndorf AG (VMTB)	80	Etat 100%
Ranshofen, Draunau A Inn		
Total Autriche	102	
Tchecoslovaquie :		
Zia Aluminium Works :	65	Etat 100%
Ziar-on-Miron		

Tableau 4. Fonderies pour la transformation primaire de l'aluminium dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines		Capacité fin 1978	Participation (actuelle) au capital
EUROPE (Suite)			
France :			
Pechiney Ugine Kuhlmann Group (PUK)			Pechiney Ugine Kuhlmann Group 100%
Aust, Ariège	31		
L'Argentière, Haute-Alpes	39		
La Fras, Savoie	4		
La Saussez, Savoie	12		
Lannemezan-Haute Pyrénées	57		
Nogures, Basses-Pyrénées	115		
Ricuperoux, Isère	25		
St. Jean de Naurenne, Savoie	75		
Sabart, Ariège	24		
Venthon, Savoie	28		
Total France	410		
Allemagne (R.D.)			
Blechnochemisches Kombinat :			Etat 100%
Ditterfeld	55		
Lantawerk	30		
Total Allemagne (RD)	85		
Allemagne (R.F.)			
Aluminium-Industrie Rheinfelden GmbH			Swiss Aluminium Ltd. 99,85%
Rheinfelden, Baden	50		
Gebirgshaus, Baden			ALCAN 100%
Ludwigshafen	45		
Kaiser-Proussag Aluminium GmbH & Co.			Kaiser Aluminium & Chemical Corp. 50% Proussag AG 50%
Veerd	132		

Tableau 4. Fonderies pour la transformation primaire de l'aluminium dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines	Capacité fin 1978	Participation (actuelle) au capital
EUROPE (Suite)		
Allemagne (R.F.) (Suite)		
Leichtmetall GmbH Essen	130	Metallgesellschaft AG 50%, Swiss Aluminium Ltd. 50%
Hamburger Aluminium-Werke GmbH Hamburg	100	Reynolds Aluminium Deutschland, Inc. 33, 4% Vereinigte Aluminium-Werke GmbH 33, 3%, Vereinigte Metallwerke Ranshofen Derndorf AG 33, 3%
Vereinigte Aluminium-Werke A.G. (VAM)		
Elbwerk, Steede	65	
Erfwerk, Greußenbreich	36	
Innwerke, Torging	55	
Lippenwerke, Lunen	50	
Norf, Rheinwerke	145	
Total Allemagne (R.F.)	808	
Grèce :		
Aluminium de Grecco S.A. (ADG) Distomon	145	Pechiney Ugine Kuhlmann Group 90% Etat 10%
Hongrie :		
Magyarosviet Bauxite Impar		Etat 100%
Ajka	17	
Innota	30	
Tatabanya	15	
Total Hongrie	62	
Islande :		
Iceland Aluminium Co. Ltd. Hafnarfjörður	88	Swiss Aluminium Ltd. 100%

Tableau 4. Fonderies pour la transformation primaire de l'aluminium dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines		Capacité fin 1978	Participation (actuelle) au capital
EUROPE (Suite)			
Italie :			
Alcan Aluminium Italiano S.P.A.			Alcan Aluminium Ltd. 100%
Dorgo-France d'Ivrea			
Societa Mineraria Chimica Metallurgica l'Industria			Etat 94% Montecatini Edison S.P.A. 6%
Dell'Aluminio Sordogna (Alsar) :			
Porto Vesne	125		
Alumetal S.P.A.			
Bolsone	50		Même que ci-dessus
Fusina	72		
Mori	20		
Aluminio Veneto (SANA)			Swiss Aluminium Ltd. 50% Etat 50%
Fusina	30		
Porto Marghera	30		
Total Italie	327		
Pays-Bas			
Aluminium Delfzijl N.V. (Aldel)			Holland Aluminium N.V. 100%
Delfzijl	96		
Pechiney Nederland N.V.			Pechiney Ugeine Kuhlmann Group 85% Hunter-Douglas
Vlissingen (Flushing)	170		N.V. 11%, Alcan Aluminium Ltd. 4%
Total Pays-Bas	266		
Norvège :			
A/S Ardel os Sundal Works (ASV)			Etat 100%
Ardal	153		
Hoyanger	32		
Sundalsora	120		
Det Norske Nitridaktisolcap A/S (DNN)			Etat 100%
Tysedal	24		
Lista Aluminiumverk A/S (Elkem)			Aluminium Company of America 50% Elkem-Spigerverket 50%
Lista	82		

Tableau 4. Fonderies pour la transformation primaire de l'aluminium dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes (Suite))

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines		Capacité fin 1978	Participation (actuelle) au capital
EUROPE (Suite)			
Norvège (Suite)			
Mesjeon Aluminiumverk A/S (Mosal) :			Aluminium Company of America 50%, Elkem-Spigerverket 50%
Mosjoen	95		
Norsk Hydro A/Karmony Fabrikker (Inor)			Norsk Hydro 100%
Karmony Island	80		
Seer-Morge Aluminium A/S (Saral) :			Swiss Aluminium Ltd. 75%, Compedodec 25%
Husnes	72		
Total Norvège	658		
Pologne :			
Ministry of Heavy Industry			Etat 100%
Konin Works	55		
Skawina Works	55		
Total Pologne	110		
Roumanie :			
Slatina	200		Etat 100%
Espagne			
Aluminio de Galicia S.A.			Pechiney Uéine Kuhlmann Group 66%, ENDASA 17%, Etat 17%
La Goruna	90		
Sabinanega, Musca	14		
Empresa Nacional del Aluminio S.A. (ENDASA)			Etat 50,5%, Alcan Aluminium Ltd. 25%, Banco de Bilbao
Avilos	101		SA 15%, intérêt espagnol 9,25%
Valladolid	25		
Suède :	230		
Granges Aluminium AB			Granges AB 100%
Kubivessborg, Sundsvall	85		

Tableau 4. Fonderies pour la transformation primaire de l'aluminium dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines	Capacité fin 1978	Participation (actuelle) au capital
EUROPE (Suite)		
Suède :		
Swiss Aluminium Ltd. (Alussuisse)		Swiss Aluminium Limited 100%
Chippis, Valais	36	
Steg, Valais	48	
Usine d'Aluminium Martigny, S.A.		
Martigny	10	
Total Switzerland	94	
URSS		
Bogoslouk (Krasnoturinsk) Sverdlovskaya Oblast, Urals	150	Etat 100%
Bratsk, Irkutskaya Oblast, Siberia	-	
Irkutsk (Shelekov) Irkutskaya Oblast, Urals	280	
Karensk-Ural'skiy Sverdlovskaya Oblast, Urals	150	
Kanaker (Yerevan), Arménie	100	
Kandalaksha, Murmanskaya Oblast	60	
Krasnoyarsk, Krasniy Kray, Siberia	250	
Nadvoitsy, Kareskaya, U.S.S.R.	60	
Novokusnets (Stakinsk) Komarovskaya Oblast Siberia	200	
Rogor, Dushanbe, Tadzhikistan	60	
Sungait (Kirovabad), Azerbaijan	120	
Velgograd (Stalingrad) Leningrad Oblast	300	
Volkhov (Zanka), Leningrad Oblast	60	
Zaporizhnye (Dneprovsk) Zaporzhanskaya Oblast, Ukraine	120	
Total URSS	1 910	

Tableau 4. Fonderies pour la transformation primaire de l'aluminium dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines		Capacité fin 1972	Participation (actuelle) au capital
EUROPE (Suite)			
Royaume-Uni			
Alecan (UK) Ltd.		120	Alecan Aluminium Ltd, 100%
Lynemouth, Northumberland			
Anglessey Aluminium Ltd.,		105	Kaiser Aluminium & Chemical Corp. 57%, Rio Tinto Zinc Corp. Ltd. 33%
Holyhead, New Wales, Scotland			
The British Aluminium Co. Ltd. (BACO)		102	Tube Investments Ltd, 38% autres intérêts britanniques 42%
Invergorden, Scotland		10	
Kinlochleven, Scotland		29	
Lochaber (Port Willen) Scotland			
Total Royaume-Uni		366	
Yougoslavie :			
Kombinat Alumijuna Titograd		55	Montenegro State Industry 100%
Titograd, Montenegro			
Travarna Glinice in Aluminijska Poris Kidric		75	Slovenia State Industry 100%
Kidricevo, Slovenia			
Travnica Iakih Metals Doris Kidric		75	Dalmatia State Industry 100%
Poris Kiric, Sibenik			
Total Yougoslavie		205	
Total Europe		7 116	
AFRIQUE			
Rép. Unie du Cameroun			
Compagnie camerounaise de l'Aluminium Pechiney Ugine (ALUCAN)		62	Pechiney Ugine Kuhlmann Group 60%, Cobeal 10%, Opnal Cio, 30%
Eded			

*Financial Times, 15 octobre 1981.

Tableau 4. Fonderies pour la transformation primaire de l'aluminium dans le monde (Capacité: en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines		Capacité fin 1978	Participation (actuelle) au capital
AFRIQUE (Suite)			
Chad :			
Volta Aluminium Co. Ltd. (Valco)		200	Kaiser Aluminium & Chemical Corp. 90%; Reynolds Metal Co. 10%
Togo			
Rép. Sud-africaine			Industrial Development Corp. (Etat) et intérêts
Alusaf (Pty.) Ltd.		80	Industrial Development Corp. (Etat) et intérêts
Richards Bay			privés sud-africains 76%, Swiss Aluminium Ltd. 22%
Rép. Arabe Unie			
Napieradi		100	Etat 100%
Total Afrique		442	
ASIE			
Bahreïn :			
Aluminium Bahreïn Ltd. (ALBA)		120	Kaiser Aluminium & Chemical Corp. and British Metals 17%, Western Metals 8,5% Fretton Investment 5,1%; Etat de Bahreïn 52,4%.
Chine (Rép. populaire de)			Etat 100%
Fushun, Mianing		100	
Changchun, Chilin			
Changsha, Hunan			
Hefei, Anhwei			
Hunan, Hunan			
Jisouo, Honan		145	
Lanchow, Kansu			
Taiyuan, Shensi			
Tsingtao, Shantung			
Wuhan, Hupei			
Total Chine (Rép. Pop. de)		245	

Tableau 4. Fonderies pour la transformation primaire de l'aluminium dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines	Capacité fin 1978	Participation (actuelle) au capital
ASIE (Suite)		
Inde :		
Aluminium Corp. of India Ltd. (Alucoln)		La compagnie 100%
Asensol, West Bengal	9	
Bharat Aluminium Co. (Calco) :		Gouvernement de l'Etat 100%
Korba, Madhya Pradesh	75	
Mindustan Aluminium Corp. Ltd. (Mindalco)		Kaiser Aluminium & Chemical Corp. 27% a / Birla et intérêts indiens 73%
Renukoot, Uttar Pradesh	120	
Indian Aluminium Co. Ltd. (Indel)		Alcan Aluminium Ltd. 55%, intérêts indiens 45%
Belgaum, Bombay	75	
Alupuram, Kerala	21	
Hirraloud, Crissa	24	
Madras Aluminium Co. Ltd. (Malco)		Montecatini Edison S.P.A. 27%, Madras Gouvernement de l'Etat de Madras 73%
Matlur, Madras	25	
Total Inde	349	
Iran :		
Iranian Aluminium Co. (IRALCO), Arak	50	Etat iranien 82,5%, Reynolds Metals Co. 12,5%, Etat pakistanais 5%
Japon :		
Mitsubishi Chemical Industries Ltd.		Mitsubishi Chemical Industries Ltd. 100%
Nasestu	160	
Sakaïdo	196	

a/ Kaiser a vendu maintenant ses actions ordinaires dans la Kindalco à d'autres intérêts indiens.
Newsweek 4 juin 1979.

Tableau 4. Fonderies pour la transformation primaire de l'aluminium dans le monde (Capacité : en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines	Capacité fin 1978	Participation (actuelle) au capital
ASIE (Suite)		
Mitsui Aluminium Co. Ltd. Osaka	166	Mitsui Aluminium Co. Ltd. 100%
Nippon Light Metal Co. Ltd. (NLM) Kanbara	112	Alecan Aluminium Ltd. 50% Japanese interests 50%
Hokkaido (Tomakomsi) Niigata	130	
Showa Denko Chille, Chiba Kitakata	145	Showa Denko K.K. 100%
Onachi	250	
Sumitomo Chemical Co. Ltd. Isoura	28	Sumitomo Chemical Co. Ltd. 100%
Nagoya	42	
Toyama	80	
Sumitomo Toyo Aluminium Smelting Co. Shikaku, Toyo	54	
	189	Sumitomo Chemical Co. Ltd. 100%
	100	
Total Japon	1 652	
Corée (Rép. de)		
Aluminium of Kore Ltd. (Korala) Ulsan		Korean Development Bank 50%, Pechiney usine 50%
Rép. de Chine		
Taiwan Aluminium Corp. (Alco) Kaohsiung, Takao	90	Etat 100%
Turquie :		
Etibank	60	Etat 100%
Seydisehir		
Total Asie	2 604	

Tableau 4. Fonderies pour la transformation primaire de l'aluminium dans le monde (Capacité: en milliers de tonnes) (Suite)

Pays, Compagnies et lieux d'implantation des usines	Capacité fin 1978	Participation (actuelle) au capital
OCEANIE		
Australie :		
Alcan Australia Ltd.		Alcan Aluminium Ltd. 70,5%; autres intérêts 29,5%
Kurri-Kurri, New South Wales	15	
Alcan Alcoa of Australia Ltd.		Aluminium Company of America 51%; intérêts australien 49%
Point Henry, Victoria	92	
Cornalco Ltd.		Kaiser Aluminium & Chemical Corp. 45%; Consorcio Rio
Bell Bay, Tasmanie	118	Tinto of Australia Ltd. 45%; autres intérêts 10%
Total Australie	225	
Nouvelle Zélande :		
New Zealand Aluminium Smelters Ltd.		Cornalco Ltd. 50%; Sunitomo Chemical Co. Ltd. 25%;
Bluff	150	Shima Denko K.K. 25%
Total Océanie	405	
Total Monde	17 168	

CHAPITRE III

ETUDE DE LA STRUCTURE DES MARCHES

79. Six sociétés transnationales ont, pendant longtemps, dominé l'industrie de l'aluminium des pays à économies de marché. Ce sont :

- L'Aluminium Company of Canada (ALCAN) qui, à l'origine était une filiale de l'Aluminium Company of America (ALCOA), est devenue autonome à cause des lois antitrust américaines. La société ALCAN est canadienne.
- L'"Aluminium Company of America" (ALCOA), la plus importante des six et connue à l'origine sous le nom de "Pittsburg Reduction Company. Comme la société ALCAN, elle appartenait en majorité aux familles Mellon, Davis et Hunt. Pendant la seconde guerre mondiale le gouvernement américain avait chargé l'ALCOA de construire et de gérer des fonderies d'aluminium en vue d'accroître sa production et sa contribution à l'effort de guerre. A la fin de la guerre, ces fonderies furent vendues à la Reynolds Metals Company et à la Kaiser Aluminium and Chemical corporation qui occupent de nos jours les deuxième et troisième places parmi les sociétés transnationales américaines les plus importantes dans l'industrie de l'aluminium.
- Deux de ces sociétés transnationales les plus importantes à l'échelon mondial sont européennes: Pechiney Ugine Kulmann qui résulte de la fusion de la Pechiney and Froge et de la société Kulmann, toutes deux des sociétés françaises.
- La sixième est l'"Aluminium-Industrie-Aktein-Gesellschaft", qui prendra par la suite le nom de "Aluminium Company of Switzerland" (Alusuisse).

80. Il n'est, en Occident, aucun projet de taille sur l'aluminium auquel ne participe ou n'a participé l'une au moins de ces sociétés.

81. Dans les pays à économie planifiée de l'Europe de l'Est et d'Asie, l'industrie de l'aluminium, comme du reste, toutes les autres principales entreprises industrielles appartient à des sociétés d'Etat et est contrôlée par elles. Des exemples de ces sociétés sont l'Energoinvest en Yougoslavie, l'Aluminium Corporation of Hungary, en Hongrie et l'Aluminium Corporation of the URSS en Union Soviétique.

82. Tout récemment, ce secteur industriel s'est vu envahir par des producteurs d'aluminium de taille moindre mais tout de même importants. Il s'agit principalement de producteurs d'autres métaux qui ont entrepris de diversifier leur production pour

y inclure l'aluminium à cause des revenus plus stables que procure la production de ce métal. Ces nouveaux producteurs sont, notamment, Alumax, Anococonda et Southwire Corporation.

83. Les compagnies pétrolières se sont, elles aussi, lancées dans cette industrie avant même que les révisions des prix du pétrole en 1973 leur aient rapporté d'importants surplus d'investissement. Un exemple de ces compagnies pétrolières est la Billiton, filiale de la Royale Dutch/Shell dans l'industrie des métaux.

84. Bien qu'elle fût parmi les premières sociétés à se lancer dans cette industrie la British Aluminium n'a jamais adopté de politique corporative pour se développer; elle figure aujourd'hui au nombre des sociétés les moins importantes dans ce domaine. La Reynolds Metals fut, à un moment, un actionnaire assez important dans cette société, mais dut vendre ses actions à des intérêts britanniques. Il est fort probable que dans le sillage de la récession actuelle la British Aluminium soit reprise par l'ALCAN dans un effort de restructuration de l'industrie de l'aluminium en Grande Bretagne 8/.

85. Compte tenu de la nature stratégique de ce métal, certains pays à économie de marché ont créé des sociétés d'Etat de production d'aluminium, comme la Vereinigte Aluminium-Werke (VAW) en Allemagne de l'Ouest, la Norsk Hydro en Norvège ou l'Alumetal en Italie.

86. On a constaté, dans les pays en développement, une certaine impulsion irrésistible soit à participer dans les coentreprises soit à posséder entièrement les infrastructures de production d'aluminium en vue de s'assurer une part juste des recettes de l'exploitation de leurs ressources naturelles. Ainsi, la Jamaïque, en 1974, avait négocié une participation à 51 p. 100 dans les compagnies d'exploitation de bauxite opérant sur son territoire; la Guyane n'étant pas parvenue à obtenir, par la négociation, une participation dans son industrie de bauxite/alumine, a dû tout simplement nationaliser les activités d'exploitation de bauxite de la Reynolds et les usines de bauxite et d'alumine de l'ALCAN implantées dans le pays, contre toutefois une indemnisation juste. L'Aluminium Corporation of India est parvenue, malgré ses pouvoirs limités, à créer une industrie d'aluminium intégrée; de même la Companhia Vale de Rio Doce (CVRD) a créé des coentreprises ambitieuses avec plusieurs sociétés dans le domaine de l'industrie intégrée de l'aluminium au Brésil. L'Etat guinéen a, lui aussi, créé de pareilles coentreprises pour l'exploitation de la bauxite et la production d'alumine.

8/ Financial Times, (Enquête du), 27 octobre 1982 - Aluminium.

87. Il existe plusieurs sociétés importantes de production d'aluminium au Japon, mais leur avenir est incertain car elles sont toutes tributaires du pétrole comme source d'énergie. Avec le renchérissement de ce carburant, ces sociétés ont dû faire des coupes sombres dans leurs capacités de production. Le Japon devra de ce fait procéder à une restructuration profonde de son industrie pour se tourner vers les importations du métal en préservant, toutefois, une petite capacité de production nationale à des fins stratégiques.

A. Propriété des moyens de production

88. L'industrie de l'aluminium, on l'a vu plus haut, est dominée en Occident par six sociétés transnationales et dans les pays de l'Est par les sociétés d'Etat. Ces sociétés, complètement intégrées, couvrent tous les aspects de l'industrie de l'aluminium, de l'extraction de la bauxite à la fabrication des produits finis, en passant par le raffinage et la fonte.

Tableau 5. Propriété des moyens de production de l'aluminium, de l'alumine et de la bauxite dans le monde en 1982 (Capacité : en milliers de tonnes)

	Aluminium		Alumine		Bauxite	
	Capacité totale possédée	Pourcentage de la capacité mondiale	Capacité totale	Pourcentage de la capacité mondiale	Capacité totale	Pourcentage de la capacité mondiale
Les six plus importantes sociétés transnationales	7962	44,5	20113	50,4	51789	46,3
Autres sociétés transnationales et investisseurs privés.	3801	21,2	8642	21,7	22606	20,4
L'Etat dans les pays capitalistes développés	1497	8,4	1571	4,0	323	0,3
L'Etats dans les pays socialistes développés	3730	20,9	7026	17,6	15600	13,9
L'Etat dans les pays en développement	893	5,0	2523	6,3	21622	19,3
TOTAL	17883	100	39875	100	111940	100

89. Le Tableau 5 illustre, on ne peut mieux, la domination de l'industrie mondiale de la bauxite par les six principales sociétés transnationales. En effet, sur les 17,883 milliards de tonnes représentant la capacité mondiale de fonte d'alumine, 7,862 milliards de tonnes - soit 44,5 p. 100 de la capacité mondiale de production - reviennent à ces six sociétés. De même elles possèdent, à elles seules, 50,4 p. 100 de la puissance installée pour le raffinage de la bauxite en alumine et 46,3 p. 100 de la capacité d'extraction de la bauxite.

90. Pour l'ensemble des pays en développement, la part de l'Etat dans la capacité mondiale de fonte n'est, par contre, que de 5 p. 100; pour la capacité de production de l'alumine et l'extraction de la bauxite, elle est respectivement de 6,3 p. 100 et 19,3 p. 100. Ces chiffres tiennent compte en outre des dernières acquisitions des pays en développement qui, dans le cadre de leurs efforts visant à contrôler ces industries, ont conclu des accords de coentreprise pour la mise en valeur de ces ressources, acheté des actions ordinaires dans des entreprises existantes ou nationalisé celles-ci contre des indemnités appropriées. Toutefois, ainsi qu'on le verra dans les paragraphes qui suivent, les pays en développement ont réalisé que "propriété" et "contrôle" signifient parfois deux choses différentes.

B. Contrôle

91. Le véritable pouvoir de contrôle que détiennent les sociétés transnationales sur l'industrie mondiale de l'aluminium réside dans le fait que non seulement elles possèdent la technologie et le savoir faire mais, en plus elles ont la facilité d'accéder aux marchés grâce à leurs activités déployées à l'échelle planétaire, leur présence dans tous les rouages de l'industrie - tels que les transports maritimes -, la masse d'informations qu'elles ont pu accumuler au fil des ans sur tous les aspects de l'industrie et parce que le volume énorme des échanges entre sociétés masque les prix, particulièrement de la bauxite, aux stades de la transformation du minerai en alumine.

92. La puissance des sociétés transnationales est renforcée davantage par le volume considérable des investissements requis dans cette industrie, surtout aux stades de la production d'alumine et d'aluminium. C'est ce qui, du reste, a contraint même les six principales sociétés de cette industrie à recourir à la création de leurs propres coentreprises afin de pouvoir réduire au minimum le fardeau financier auraient eu à supporter individuellement pour chaque projet et profiter des avantages des économies d'échelle pour faire baisser les coûts unitaires de production d'une part et, de l'autre, à attirer le financement extérieur non seulement des banques commerciales mais aussi des institutions internationales et nationales de financement telles que la Banque mondiale ou l'EXIMBANK des Etats-Unis; enfin, cela leur permet également d'assurer la sécurité de leurs investissements par le biais d'organisations comme l'OPEP. Ces organisations nationales et internationales veillent à ce que les

accords passés avec les sociétés transnationales pour la mise en valeur de la bauxite et autres ressources minières apparentées ne soient pas violés ou, dans le cas où la rupture est inévitable, que cela donne lieu à indemnisation juste et prompte.

93. Lorsque les pays en développement désirent prendre part aux activités de cette industrie, ils ne peuvent normalement obtenir le financement nécessaire qu'avec la participation d'organismes internationaux de financement comme la Société financière internationale (SFI) et d'autres filiales de la Banque mondiale, le Fonds européen de développement (FED) ou les systèmes de garantie des crédits à l'exportation des pays occidentaux. A l'heure actuelle, avec l'effondrement des économies de pays tels que le Mexique, l'approbation ou le consentement du Fonds monétaires international ne peut être obtenu que sous certaines conditions. L'une de celles-ci est que le projet soit dirigé par une entité techniquement compétente pour s'assurer que les emprunts seront remboursés dans les délais. Cette entité est toujours une société transnationale..

94. Ces arrangements ont eu pratiquement pour effet de perpétuer la mainmise des sociétés transnationales occidentales sur cette industrie. En fait les efforts de restructuration de cette industrie déployés par les pays en développement en vue de pouvoir la contrôler ont souvent entraîné des conséquences catastrophiques : réduction de la production dans ces pays pendant que le phénomène inverse se produisait dans des pays jugés "sûrs" comme l'Australie ou le Brésil; coup dur porté à l'organisation de l'économie de ces pays par les sanctions de la Banque mondiale, subits parfois à la suite de problèmes économiques ou politiques (la destabilisation par exemple).

95. Si, en théorie, les gouvernements des pays en développement peuvent, à titre individuel, négocier le financement de leurs projets dans ce secteur, acheter les technologies nécessaires pour leur réalisations et avoir le contrôle desdits projets, dans la pratique il en va tout autrement sans la participation des sociétés transnationales. Tout dernièrement, certains pays à économie planifiée ont conclu des accords avec des pays en développement pour aider ces derniers à avoir la haute main sur les projets à la réalisation desquels ils leur apportaient leur concours. Ces arrangements consistaient essentiellement à fournir aux pays en développement la technologie, le matériel et les compétences techniques qui leur font défaut contre la vente aux pays socialistes d'une certaine proportion des produits du projet en remboursement des investissements consentis. Une fois ces investissements remboursés, le pays récipiendaire contrôlait le projet qui lui revenait entièrement. C'est à ce genre d'arrangements que la Guinée doit son projet d'exploitation de bauxite de Kindia et l'Inde, sa fonderie d'aluminium de Bharat.

C. Fixation des prix

96. L'une des principales caractéristiques du commerce de la bauxite et de l'alumine est l'invisibilité des prix. Cela procède du fait que jusqu'à une date assez récente le commerce de ces produits ne se faisait qu'entre sociétés affiliées. Par conséquent, les prix déclarés aux autorités gouvernementales représentaient en fait ceux qui assureraient à la société le maximum de rentabilité globale.

1. La Bauxite

97. Dans la transformation de la bauxite en alumine, selon le procédé Bayer, deux facteurs importants grèvent les coûts : ce sont la teneur du minerai en alumine et sa teneur en silice réactive. Plus la bauxite est riche en alumine, moins cher en est le coût du traitement par poids unitaire de produit fini. Par contre, plus le minerai est riche en silice réactive, moins il contient d'alumine recouvrable et plus importantes sont les pertes en soude caustique durant le processus de récupération par électrolyse. La silice réactive se combine avec un peu d'alumine et de soude pour donner du silicate de soude et d'aluminium. On ne retrouve plus que l'aluminium dans le produit final.

98. La méthode traditionnelle de fixation du prix de la bauxite consistait à fixer un prix indicatif pour un produit de référence avec l'application d'un système de primes si la teneur en alumine de la bauxite est supérieure au pourcentage d'alumine dans le produit de référence et, inversement, un système de pénalités si la teneur en silice réactive est supérieure à la quantité contenue dans le produit de référence.

99. Par le passé, le prix de la bauxite couvrait le coût de production, plus une petite marge pour assurer le service de la dette et la rentabilité de l'investissement. Cette méthode n'a profité que très peu, sinon pas du tout, aux pays en développement. Cependant, le concept de la valeur intrinsèque de la bauxite elle-même s'est accru ces derniers temps dans les pays qui soucieux d'accroître les recettes que leur procure l'exploitation de la bauxite. Le prix de cette matière première a alors été évalué sur la base de la contribution du minerai dans la production d'un dérivé de commercialisation courante, le lingot d'aluminium par exemple. C'est là l'idée fondamentale sur laquelle repose la politique de fixation des prix de l'Association internationale de la bauxite. Dans les pays ne possédant

pas d'infrastructures de production de la bauxite, un prélèvement sur ce minerai a été imposé aux sociétés exploitantes: ce prélèvement est d'habitude pris en compte dans le prix de vente de la bauxite à la société transnationale affiliée. Cependant, la Guinée prélève cette taxe non pas sur la société productrice mais sur l'acheteur de la bauxite ou de l'alumine.

2. L'Alumine

100. Parce qu'elle est de nature moins hétérogène que la bauxite, on n'applique pas le même système de primes et pénalités à l'alumine qu'à la bauxite. Il n'en demeure pas moins, toutefois, qu'elle peut être frappée de pénalités si elle ne satisfait pas à certaines spécifications telles que la taille des grains. Les termes et les conditions du commerce de l'alumine sont néanmoins semblables à ceux de la bauxite parce qu'il est contrôlé par une poignée de sociétés.

101. Les prix, dans le cas des contrats à long terme, sont conclus d'habitude entre les sociétés affiliées avec possibilité de révision, décidée d'un commun accord. Cela permet évidemment à la société transnationale de déterminer le prix qui lui assure le maximum de rentabilité globale possible.

102. Récemment, avec l'introduction dans certains pays producteurs de la taxe sur la bauxite, a surgi un facteur coût lié au prix effectif de l'aluminium métal et qui a propulsé le prix de l'alumine. Dans ces pays, le prix de l'alumine appliqué à la société affiliée comprend la taxe sur la bauxite (recettes du pays hôte) et le prix au producteur (recettes de la société productrice affiliée). C'est ce qu'on pourrait appeler le "prix réquisitionné" ("Levy price").

103. La production de bauxite et d'alumine a, de tout temps, été liée à la capacité de fonte des installations des producteurs d'aluminium. Toutefois, devant la forte demande de ce métal certaines fonderies viennent de se lancer dans cette industrie sans pour autant disposer au préalable de base d'approvisionnement en matière première. Elles devaient donc compter sur des contrats à long terme ou la constitution de coentreprises avec des sociétés établies pour leur approvisionnement en bauxite et en alumine. Cela a abouti à un renforcement excessif de la capacité de production de ce secteur et à des ventes de disponibles durant les périodes de surproduction. Sur les marchés bien tenus les cours du disponible ont été assez élevés; mais lorsque la demande est faible, comme c'est le cas actuellement, les cours s'effondrent à cause de la quantité du métal disponible sur le marché fort.

3. Aluminium

104. Le commerce de ce métal non plus n'a pas été épargné par l'intégration qui caractérise le fonctionnement des sociétés et la concentration, entre les mains d'un quarteron de sociétés transnationales, des activités de ce secteur industriel.

105. De temps à autre, ces sociétés publiaient dans le Metal Bulletin et l'American Metal Market les prix qu'ils pratiquaient pour du métal de degrés de pureté variables et présenté sous diverses formes. C'est ce que l'on appelle le "prix de catalogue" ou "prix publié" du métal. Bien qu'il soit possible que plusieurs sociétés aient des prix publiés différents, celui auquel on se réfère d'ordinaire est celui de l'ALCAN list price (prix de catalogue de l'ALCAN) pour le métal raffiné à 99,5 p. 100, quoique de nos jours on ne commercialise essentiellement que de l'aluminium pur au moins à 99,7 p. 100.

106. Le prix de catalogue ne représente pas le prix auquel le métal est réellement commercialisé mais plutôt celui auquel les producteurs estiment qu'ils peuvent faire des investissements qui leur rapportent suffisamment de bénéfices. L'essentiel du volume de métal commercialisé passe d'une main à l'autre à des prix stipulés dans des contrats conclus entre sociétés affiliées. C'est pourquoi de tous les métaux l'aluminium est le seul qui ait pu pendant très longtemps résister aux fluctuations des cours des métaux.

107. Jusqu'à une date assez récente, les cours du disponible n'avaient pratiquement aucun effet sur le commerce de l'aluminium métal d'une manière générale. Toutefois, avec le marasme qu'a connu cette industrie du fait de la baisse de la demande du métal et du coût élevé de la gestion des stocks, dû aux taux d'intérêt également élevés, le métal est devenu disponible sur le marché fort en quantités sans cesse croissantes et une bonne proportion en a été commercialisée à la Bourse des métaux de Londres.

4. La Bourse des métaux de Londres

Marché de l'aluminium

108. Le marché de l'aluminium, à la Bourse des métaux de Londres, s'était ouvert le 2 octobre 1978 dans une atmosphère de résistance de la part des producteurs du métal; ils pensaient que ces échanges aboutiraient à la spéculation et à de violentes fluctuations des prix dans un marché qui, jusqu'alors, avait réussi à contenir des situations économiques néfastes grâce au contrôle, par les producteurs de métaux, des capacités de production. Les défenseurs de cet argument estimaient que "les financiers britanniques et européens pourraient utiliser la Bourse comme marché à termes pour le "cash and carry" en achetant comptant et en vendant à terme lorsque le taux de report de l'aluminium (prime du dollar que l'on obtient du prix au comptant sur le prix à terme) sera supérieur au coût en termes de monnaie calculé en bons du Trésor et en effets de commerce" 9/. Le prix du métal serait alors soumis aux forces normales du marché et ne saurait être manipulé par les producteurs.

9/ Metal Week, 4 septembre 1978.

109. Le marché de l'aluminium fonctionne depuis bientôt quelque temps. On avait prédit au début qu'il aurait quelque influence générale sur le prix du métal commercialisé 10/. Mais ce n'était là que des présomptions étant donné les faibles quantités de métal qui furent commercialisées au début. Certains investigateurs de l'industrie, quelque peu prudents, avaient préféré suivre l'évolution du marché avant de porter un quelconque jugement 11/.

110. Parce que la demande était extrêmement forte et que la quantité de métal disponible sur le marché était faible lorsque ce système de marché fut introduit, les prix de l'aluminium sont montés en flèche, ce qui a entraîné la hausse des prix de catalogue. Ces derniers temps, cependant, avec le marasme économique général et l'accroissement de la quantité de métal disponible 12/ à la Bourse des métaux les cours sont tombés, ce qui a obligé les producteurs à consentir de fortes réductions sur leurs prix stipulés aux contrats.

111. La Bourse des métaux de Londres est devenue un important négociant en aluminium métal; avec la récession actuelle, les ventes à la Bourse ont porté un sérieux coup aux autres prix dans le commerce de l'aluminium métal. Les producteurs de matières premières dans l'industrie de la bauxite, de l'alumine et de l'aluminium, dont les recettes sont étroitement liées aux cours du métal, devront donc trouver les voies et moyens de restaurer la stabilité des prix qui, avant l'institution du système de marché, avait caractérisé le commerce de l'aluminium.

5. L'Association internationale de la Bauxite

112. L'Association internationale de la bauxite est une organisation qui s'efforce d'assurer à ses pays membres des recettes justes et légitimes de l'exploitation, de la transformation et de la commercialisation de la bauxite.

113. Les membres de cette association sont à l'heure actuelle les pays suivants : Australie, République dominicaine, Ghana, Guinée, Guyane, Haïti, Indonésie, Jamaïque, Sierra Léone, Suriname et Yougoslavie 13/.

10/ Chase Econometric Association in P.M.U.D. VII Dec. 1978.

11/ C.E. Davis, World Demand for Aluminium and the Effect of the new LME Contract on Aluminium.

12/ Au 9 novembre 1982, le cours officiel de l'aluminium à la Bourse des métaux de Londres était de 995 dollars la tonne tandis que le prix de catalogue ALCAN était de 1750 dollars la tonne; les stocks de la Bourse étaient de 217550 tonnes contre environ 2000 tonnes en 1978.

13/ Haïti a fait connaître, en novembre 1982, son intention de se retirer de l'association à cause de la cessation de la production de bauxite dans le pays.

114. Organisation extrêmement importante dans le commerce de la bauxite, l'Association contrôlait en effet 75 p. 100 de la production mondiale de ce minéral en 1979. Toutefois, son influence sur le commerce de l'alumine n'est pas si forte que cela étant donné que ses membres n'en contribuent que pour 47,4 p. 100 de la production mondiale. Son pouvoir est encore plus faible dans le commerce du métal: la part de ses membres dans le volume mondial de la production de l'aluminium métal n'est que 4,5 p. 100 ^{14/}.

115. Une brève comparaison entre l'OPEP et l'AIB fait ressortir les faits ci-après auxquels on attribue le succès de l'organisation pétrolière :

a) la demande du pétrole est caractérisée par son inélasticité - prix, car en dépit de la hausse de 300 p. 100 du prix de ce combustible en 1973, la demande n'en a baissé que de 5 p. 100 en 1974;

b) l'inélasticité de la demande n'est pas une caractéristique propre au pétrole; elle s'applique également à d'autres produits de base, mais à la différence fondamentale que le pétrole est un produit vital auquel on ne saurait trouver de substitut dans un avenir immédiat (quoique certaines centrales électriques alimentées jusqu'ici du pétrole puissent, il est vrai, du jour au lendemain passer à la consommation de charbon);

c) quelles que soient les coupes que l'on puisse faire dans la production de l'Arabie Saoudite et ce, dans l'intérêt de tous les pays membres de l'OPEP, elles n'en affecteraient aucunement ce pays;

d) l'OPEP jouit d'une certaine cohésion politique : la majorité de ses membres les plus importants sont des pays arabes du Moyen-Orient ^{15/}.

116. La comparaison devient intéressante lorsqu'on essaye de voir si l'on peut en dire autant de l'AIB.

i) la demande de la bauxite à court terme est inélastique du point de vue des prix. Les substituts de ce minéral ne sont pas encore suffisamment développés pour être commercialement viables;

^{14/} Les chiffres ci-dessus sont ceux communiqués par le Secrétaire général de l'AIB dans un discours à la Conférence internationale des producteurs et consommateurs de bauxite (déc. 1980), tel que rapporté dans le Metal Bulletin Monthly, avril 1980.

^{15/} Economist - 10 février 1979.

ii) l'aluminium, le dérivé le plus important de la bauxite métallurgique, n'est pas un produit vital pour l'existence humaine. De plus il en existe des substituts pour bon nombre de ses usages.

iii) l'Australie, la Guinée et la Jamaïque, les trois producteurs de bauxite les plus importants, ne peuvent réduire leur production en vue de maintenir le cours de la bauxite à un niveau élevé car leurs sols regorgent de quantités considérables de ce minéral auquel on peut trouver des substituts si l'on y met le prix. Par ailleurs, il y a en Australie des producteurs indépendants que l'on ne peut obliger à réduire leur production sans que cela n'entraîne de graves conséquences; d'autre part la Jamaïque et la Guinée, deux pays très fortement tributaires des recettes que leur procure la bauxite ne peuvent, elles non plus, se permettre de limiter leur production sans qu'une telle mesure ne compromette sérieusement leurs recettes en devises;

iv) il n'existe au sein de l'AIB aucune cohésion politique, encore moins commerciale; le seul objectif de l'association étant de maximiser les recettes tirées de l'exploitation de la bauxite.

117. On distingue au sein de l'AIB quatre groupes :

a) les pays en développement dans lesquels l'Etat, au moment de la création de l'Association, ne détenait aucune part dans cette industrie : Jamaïque, Suriname, Haïti et République dominicaine;

b) les pays dans lesquels l'Etat avait une participation partielle : Ghana, Guinée;

c) les pays dans lesquels l'Etat était propriétaire à 100 p. 100, contrôlait la production et la vendait sur le marché fort : Yougoslavie, Guyane; et

d) l'Australie.

118. L'existence de telles dissemblances dans l'organisation de cette industrie au niveau des différents pays membres n'a, de toute évidence, pas facilité la recherche d'un terrain d'entente propice à la réalisation des objectifs de l'AIB.

119. En réussissant à appliquer la taxe sur la bauxite, la première catégorie de pays est parvenue ainsi à accroître sensiblement les recettes que lui procure cette industrie. Cela a contribué, d'une manière générale, à relever les prix de

ce minéral dans les pays où les sociétés d'exploitation de la bauxite appartiennent en partie ou entièrement à l'Etat; reste que cette hausse des prix n'a pas contribué autant que les prélèvements sur la bauxite à l'accroissement des recettes de ces pays.

120. En Australie, également, depuis que ce pays est membre de l'Association, les prix de la bauxite et de l'alumine ont toujours été caractérisés par une forte tendance à la hausse. Celle-ci n'était pas due à l'imposition de la bauxite ou à la fixation d'un prix plancher, comme le recommandait l'Association ^{16/}, mais plutôt au système de contrôle des exportations du pays en vertu duquel les prix stipulés aux contrats devaient nécessairement avoir l'approbation du Gouvernement du Commonwealth.

121. Lors de la création de l'Association internationale de la bauxite et compte tenu des divergences qui existaient entre l'Australie et les autres pays membres en ce qui concerne l'application de prix planchers pour les produits, on avait cru que l'Australie allait se retirer de l'Association, entraînant ainsi avec elle la dissolution de cette dernière. Bien au contraire, ce pays et les autres membres allaient resserrer davantage leurs liens. Le Premier ministre australien, dans son allocution d'ouverture de la session du Conseil des ministres qui s'était tenue à Canberra le 4 novembre 1981 dira, à cet égard, en faisant allusion au rôle que son pays a joué au sein de l'Association, que :

"L'Australie a été membre de l'Association internationale de la bauxite depuis sa création en 1974. Notre affiliation à cette association traduit l'importance que revêtent la bauxite et l'alumine pour l'Australie : non seulement nous sommes le premier producteur d'alumine du monde, mais encore nous continuerons de développer notre capacité de production d'aluminium. En outre, en adhérant à l'AIB, nous avons voulu traduire par ce geste notre désir d'aider les pays en développement à tirer des exportations de leurs matières premières des recettes justes et légitimes et d'apporter notre soutien à la coopération internationale en matière de commerce des produits de base. Nous considérons aussi la promotion de la transformation nationale des matières premières comme un important moyen d'accélérer le processus de développement économique... L'Association internationale de la bauxite constitue un cadre permettant à ses membres de procéder à un échange d'informations et de vues sur des questions d'intérêt commun. J'ose espérer que les pays membres de l'AIB continueront de voir en notre association un instrument appréciable pour la réalisation de ces objectifs".

^{16/} Metal Bulletin, 12 janvier 1978.

122. Si l'on tient compte des différences qui existent entre les systèmes de gouvernement d'un pays membre à l'autre et des degrés divers du contrôle de l'Etat sur les sociétés opérant dans ces pays on conviendra que l'Association a abattu ainsi un travail de Titan pour avoir trouvé un terrain d'entente pour consolider l'union de ses membres et dégagé les moyens d'accroître les recettes que tirent ces derniers des industries de la bauxite et de l'alumine.

6. Réunion préparatoire de la CNUCED sur la bauxite

123. Il est une autre institution susceptible d'avoir quelque influence sur les recettes procurées par l'industrie de l'aluminium : la CNUCED. En effet, par sa résolution 93 (IV), la CNUCED instituait un Programme intégré pour les produits de base, dont la bauxite. Ce Programme prévoyait l'organisation de consultations entre consommateurs et pays producteurs de bauxite afin de :

- i) proposer les mesures et techniques appropriées nécessaires pour la réalisation des objectifs du Programme intégré;
- ii) déterminer les besoins financiers découlant de ces mesures et techniques proposées;
- iii) recommander des mesures complémentaires grâce à la négociation d'accords sur les produits de base ou à d'autres mesures;
- iv) élaborer des projets de propositions relatifs à ces accords et qui seraient soumis aux gouvernements pour examen trouveraient également leur utilité dans les conférences de négociation sur les produits de base ^{17/}.

124. Depuis 1976, date à laquelle le Programme intégré pour les produits de base a été promulgué, les pays producteurs comme les pays consommateurs n'ont cessé d'envisager la possibilité d'étendre son application à la bauxite. Mais, le volume des fonds nécessaires pour la création d'un stock régulateur, par exemple, afin de stabiliser les prix est assez considérable et l'on ne peut escompter une quelconque contribution substantielle de la part des producteurs étant donné que certains d'entre eux sont exclusivement tributaires des exportations de bauxite pour leurs recettes en devises. En outre, cette industrie étant contrôlée par les grandes sociétés transnationales, celles-ci avaient la possibilité, - comme elles l'ont d'ailleurs prouvé en maintenant les prix à un certain niveau sur le marché à concurrence très sensible - de basculer le cours de la production, faire tourner la capacité de production au ralenti ; voire même de constituer des stocks de réserve sans que l'Etat puisse intervenir. L'intérêt qu'il y a d'étendre l'application du Programme à la bauxite fut alors considérée comme douteuse jusqu'à l'avènement

^{17/} Extrait du document préparé par le Secrétariat de l'AIB pour la première réunion préparatoire sur la bauxite et publié sous la cote TD/B/IPC/Bauxite/4.

de la récession actuelle qui a obligé les producteurs à demander la tenue d'une réunion pour rechercher d'autres voies qui permettent aux pays consommateurs et pays producteurs de coopérer afin d'améliorer les perspectives de l'industrie de la bauxite.

125. Malheureusement, les réunions qui se sont tenues du 8 au 12 novembre 1982 et que l'on voulait qu'elles fussent une consultation entre parties intéressées réunies pour discuter des mesures gouvernementales à long terme susceptibles d'améliorer les perspectives de l'industrie se sont, bien au contraire, déroulées dans une atmosphère de confrontation entre producteurs et consommateurs de bauxite. Dans ces conditions, les consommateurs ne pouvaient céder un quelconque de leurs avantages. Tout ce que l'on pouvait donc faire de mieux était de laisser la porte ouverte aux négociations, au cas où les producteurs parviendraient à trouver des domaines spécifiques de l'industrie de la bauxite où une action intergouvernementale pourrait s'exercer et à l'examen desquels la CNUCED pourrait se consacrer exclusivement dans l'intérêt des consommateurs et des producteurs afin de stabiliser les recettes.

126. Avant que l'on ne puisse envisager les chances de succès de la tenue de la réunion prochaine il faudra, au préalable, entreprendre des consultations avec les gouvernements et les experts de ce secteur industriel qui, tous deux, devront s'atteler sérieusement à la tâche de préparation de ladite réunion.

7. Fixation des prix de transfert

127. L'industrie de l'aluminium, on l'a vu plus haut, était jusqu'à une date assez récente dominée par une poignée de sociétés qui avaient des filiales dans les quatre coins du monde et qui exploitaient la bauxite, la transformaient en alumine, produisaient le métal et en fabriquaient les produits finis. Ces mêmes sociétés avaient des intérêts qui engendraient d'autres facteurs de production telles que la soude caustique, les briques réfractaires et la cryolithe, utilisées dans cette industrie; elles avaient également d'autres intérêts dans l'expédition et les circuits de commercialisation des produits. Ces sociétés n'avaient qu'un seul objectif; la maximisation de leurs profits globaux; et comme elles vendent leurs produits à leurs filiales au sein du même groupe, chaque société veillait à ce qu'elle réalise le maximum de profits dans le pays qui prélevait le moins de taxes. Les prix marqués sur divers produits vendus aux filiales ne reflétaient pas toujours leurs valeurs réelles et pouvaient être plus ou moins élevés selon que la société voulait perdre ou faire profit dans un pays hôte donné. Ces prix marqués ne sont en fait que des prix de transfert.

128. On comprend dès lors que l'Etat, dans les pays hôtes, ait cherché à s'assurer que ces prix correspondent bel et bien à la valeur réelle des produits afin que les recettes fiscales et autres droits prélevés soient équitables pour les deux

parties. Il n'est pas surprenant que les Etats tiraient de l'exploitation de la bauxite par les sociétés transnationales fussent minimes jusqu'à ce que la Jamaïque, par exemple, commençât à prélever des impôts sur cette matière première, que le Gouvernement du Commonwealth en Australie prît en main le contrôle des exportations et que d'autres pays producteurs suivissent ce sillage en adoptant des mesures similaires.

129. Une belle illustration de cette technique de fixation des prix de transfert dans l'industrie de la bauxite est celle qu'offrent la Commonwealth Aluminium Corporation Industries Proprietary Limited (COMALCO Industries Pty. Ltd) d'Australie et la COMALCO Bauxite (Hong Kong) Limited. Cette dernière appartenait à la COMALCO Industries 52 p. 100 et à deux sociétés japonaises (la Showa Denko Kabushiki et la Sumitomo Chemical Co. Ltd.) qui détenaient chacune 24 p. 100 du capital social 18/.

130. Si l'on en croit la version des faits telle qu'elle fut donnée par un responsable du Gouvernement fédéral australien, voilà ce qui s'est passé dans le cas de la COMALCO : pour pouvoir exploiter économiquement les gisements de bauxite de Weipa, la COMALCO (Australie) devait à tout prix s'assurer des contrats d'achat à long terme. Or les clients japonais, à l'époque, n'étaient pas intéressés par ces genres d'accords auxquels ils préféraient soit des contrats relativement à court terme soit, comme c'était le cas le plus souvent, les achats au comptant. Mieux encore, ils préféraient avoir une participation directe dans le projet Weipa. Aucune de ces formules ne convenait cependant à la COMALCO mais elle dut créer la COMALCO (H.K.) Limited avec des sociétés japonaises. Cet arrangement, tout en assurant aux japonais une participation à long terme garantissait également à la COMALCO (Australie) les contrats de vente à long terme qu'elle voulait et qui lui serviraient de caution exigée par les institutions financières, pour pouvoir obtenir les crédits nécessaires pour la réalisation du projet.

131. Cependant, pour plausible qu'elle puisse paraître, certes, cette explication n'en répond aucunement pour autant à la question que l'on se pose de savoir pourquoi le Directeur australien des contributions directes avait tenu à traduire la COMALCO(Australie) en justice pour recouvrer le manque à gagner causé par les activités de la COMALCO (H.K.) Ltd.

132. La réponse est qu'en fait, la COMALCO avait besoin du marché japonais afin de pouvoir réduire les coûts unitaires de sa production à Weipa. Elle devait également convaincre le directeur des contributions directes que le prix de la bauxite

^{18/} Cette affaire est examinée plus en détail par G.J. Crough dans son ouvrage intitulé "Taxation Transfer Pricing and the High Court of Australia: A case study of the Aluminium Industry". (Monographie de recherche n° 13, Transnational Corporations Research Project) janvier 1981.

livrée à sa propre usine de Gladstone ^{19/} était comparable à celui de la bauxite qu'elle vendait à son client japonais. Mais toujours est-il qu'elle ne voulait pas livrer la bauxite aux japonais au prix coûtant.

133. La COMALCO (H.K.) Limited fut donc créée à Hong-Kong où les impôts sur les sociétés étaient plus faibles que ceux prélevés en Australie. Toutes les opérations étaient négociées par l'entremise de cette société et non directement avec les partenaires japonais.

134. A la lecture de l'extrait, ci-après reproduit, d'une lettre datée du 11 décembre 1964, adressée au Directeur général de la Sumitomo Chemical Co. Ltd. par son homologue de la COMALCO Pty. Limited, on appréhendera mieux les intentions véritables qui furent à la base de la création de la Comalco (H.K.) Ltd. ... (d) La Comalco a par conséquent proposé que le vendeur et l'acheteur soient associés dans une société de vente de la bauxite qui garantisse des contrats de vente et de fourniture de bauxite à long terme dans l'intérêt mutuel du fournisseur et du client et qui permette à ce dernier, pour s'être engagé à long terme, d'obtenir, grâce à une participation aux bénéfices, la bauxite à un coût réel plus favorable que celui en vigueur dans le monde, sans pour autant porter préjudice la structure de celui-ci. (e) La Comalco a choisi Hong-Kong comme lieu d'implantation de la société de vente pour ce que le taux des impôts sur les sociétés qui y sont prélevés sont, à 12,5 p. 100, nettement plus faibles qu'en Australie ou au Japon d'une part et que, de l'autre, le poids des impôts sur le revenu sera réduit au minimum parce que partagé entre la Comalco et les sociétés japonaises participantes et ce, dans l'intérêt mutuel des deux parties...

135. Grâce à cet expédient la Comalco vendait ainsi la bauxite de Weipa aux clients japonais à un prix supérieur à celui qu'elle déclarait à l'Etat australien pour ses livraisons à la Queensland Alumina. La différence entre ces deux prix était partagée entre la COMALCO et ses partenaires japonais qui avaient des actions dans la Comalco (H.K.) Ltd.

136. Cette fixation de prix de transfert a fait subir à l'Etat australien des pertes considérables de recettes fiscales étant donné que les exploitations de Weipa jouissaient elles-mêmes d'un régime fiscal très libéral.

137. Une telle pratique, selon laquelle les prix fixés n'avaient aucun rapport avec la valeur réelle du produit commercialisé, est courante dans l'industrie de l'aluminium. Et même de nos jours, une accusation portée par le Gouvernement islandais contre Alusuisse qui, au fil des ans aurait vendu trop cher de l'alumine et d'autres facteurs de production à sa filiale, l'Islandia Aluminium Company, demeure une affaire non encore résolue.

^{19/} La Queensland Alumina Refinery, a Gladstone, appartient à la Comalco et à la Kaiser qui en détiennent chacune 45 p. 100 du capital social. Le reste, 10 p. 100 des actions ordinaires, appartient à d'autres actionnaires australiens.

CHAPITRE IV

LES ACCORDS DANS L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM

138. L'industrie de l'aluminium se caractérise encore par les conclusions de contrats d'accords qui, en régimes fiscaux des plus libéraux, garantissent aux sociétés transnationales opérant dans ce secteur l'accès aux matières premières et autres services, ainsi que le contrôle de vastes étendues de terres durant de longues périodes. Quant aux pays hôtes, les recettes qu'elles ont jusqu'ici tirées de l'exploitation de leurs ressources naturelles n'ont été que minimales par rapport aux profits qu'réalisent ces sociétés.

A. Termes des accords

139. De manière systématique, les accords portent sur de longues périodes, avec ou sans droits de renouvellement selon l'option de la compagnie. Dans tous les cas les termes et conditions restent inchangés sauf, bien entendu, en ce qui concerne le droit de renouvellement, à expiration de la période initiale, pour une autre longue période.

140. L'accord signé le 27 août 1928 entre les chefs et les notables de Sefwi Anwhiaso et d'Awaso au Ghana et la British Aluminium Company en vue de l'exploitation des gisements de bauxite d'Awaso portait sur une période de 99 ans et ne comportait aucune clause de renouvellement.

141. En 1952, l'Etat de Johorre, en Malaisie, avait accordé à l'Aluminium Laboratories of Canada une concession d'exploitation de son gisement de bauxite pendant 25 ans. Cette concession fut transférée en 1955 à la South East Asia Bauxite Limited, une filiale appartenant entièrement à l'Alcan Aluminium Laboratories.

142. Le plus avantageux de ces genres d'accords conclus de notre temps fut certainement la "Bauxite Mineral Prospecting and Mining Agreement 1961" (Ratification) Act N°35" de 1962, signé entre le Gouvernement sierra léonien et l'Alusuisse. En vertu de cet accord, la concession minière accordée à cette compagnie portait sur une période de 15 ans renouvelables pour quinze autres années selon les mêmes termes et conditions, sauf en ce qui concerne les dispositions financières et la clause du renouvellement.

143. En revanche, le pire accord qui ait jamais été conclu dans l'industrie de l'aluminium est peut-être celui qui fut signé entre le Gouvernement ghanéen et la Volta Aluminium Company, société appartenant à la Kaiser Aluminium & Chemical Corporation (90 p. 100) et à la Reynolds Metals (10 p. 100). L'Accord cadre est entré en vigueur le 8 février 1962 et restera valable jusqu'au jour du cinquantième anniversaire de la date d'exécution permanente; cette date étant celle du début de la production, spécifiée dans le contrat de fourniture d'énergie électrique. Font exception à ces dispositions la jouissance de tout droit ou l'assujettissement à toute obligation qui, expressément, devait être applicable durant n'importe quelle période, quelle qu'elle soit, ou entrer en vigueur à expiration ou après expiration de cette période.

144. La durée de validité du contrat de fourniture d'énergie électrique est de 30 ans à compter de la date d'exécution permanente, mais renouvelable pour une période supplémentaire de 20 ans selon certains termes et conditions 20/.

B. Accords financiers

145. Alors que les dispositions financières de l'accord conclu dans le cas de la Sierra Léone étaient sujettes à une révision au bout des quinze premières années, le contrat de fourniture d'énergie électrique à la Valco est par contre renouvelable pour une période supplémentaire sans aucune modification quant aux termes et conditions.

146. D'habitude les premiers accords conclus dans l'industrie de l'aluminium ne prévoyaient aucune révision des clauses financières pendant la durée du contrat. Les redevances et autre loyers devenaient ainsi anachroniques au bout de quelques années après l'entrée en vigueur du contrat. Ainsi, le tarif de l'électricité, fixé à 2,65 millièmes (de dollars) le kilowatt/heure, stipulé dans le contrat de fourniture d'énergie électrique à la VALCO en 1962 était comparable aux tarifs

20/ Ces "termes et conditions" sont spécifiés à l'article 23 (A) du contrat de fourniture d'énergie électrique qui stipule que : Le présent accord prendra effet à compter de la date de ce jour et demeurera en vigueur jusqu'au jour du 30ème anniversaire de la date d'exécution permanente, après quoi il expirera. La validité en sera prorogée pour une période supplémentaire de vingt ans après le trentième anniversaire à condition que la société VALCO en manifeste le désir et en informe l'Autorité au moins 3 ans et au plus 4 ans avant la date du trentième anniversaire. L'Autorité est la Volta River Authority, la compagnie d'électricité d'Etat du Ghana qui exploite les infrastructures de production d'énergie hydroélectrique d'Akosombo et qui fournit de l'énergie électrique aux fonderies de la VALCO.

appliqués par la Bonneville Power Authority (BPA), aujourd'hui ils n'ont aucun rapport avec ceux appliqués par la BPA ou les autres sociétés 21/.

147. Ces contrats prévoyaient la limitation de l'impôt sur les sociétés payables par la compagnie à un pourcentage fixe, d'habitude inférieur ou égal au taux des impôts en vigueur au moment de la signature des contrats. Dans l'Accord cadre de la VALCO, le taux de l'impôt sur les sociétés est limité à 40 p. 100 des gains nets de la compagnie. Plus grave encore, les dispositions prévues dans certains contrats limitaient le montant total des impôts que le pays hôte pouvait prélever sur les gains nets des sociétés à un certain pourcentage fixe. Ainsi, en vertu de la loi n° 35 de 1962 de la Sierra Leone, mentionnée plus haut, les impôts auxquels une compagnie pouvait être assujettie, y compris tous les droits d'octroi publics, étaient limités à 50 p. 100 du revenu taxable de la Compagnie au cours de chaque exercice fiscal, à condition toutefois que ce montant ne soit pas inférieur à celui des redevances dues cette année-là. Les seules rentrées garanties chaque année pour le pays hôte sont donc les redevances.

148. Le montant des redevances dues était calculé sur la base d'un certain poids déterminé de bauxite exportée (0,15 leone/tonne). Cet arrangement ne rapportait au pays hôte aucun gain appréciable sur la bauxite, quel qu'en fût le prix. De 1961 à ce jour, le prix de la bauxite sierra léonienne a plus que triplé.

C. Autres dispositions

149. Ces premiers contrats prévoyaient très peu de dispositions, voire aucune, quant à la formation du personnel local, la protection de l'environnement, la participation de l'Etat des pays hôtes ou des nationaux au capital social de la compagnie, la préférence pour les biens et services locaux de qualité comparable, les délais de livraison et autres facteurs de cet ordre qui sont devenus autant d'objets de préoccupation majeure pour les pays hôtes, soucieux de s'assurer des recettes justes de l'exploitation de leurs ressources naturelles.

D. Dispositions en matière de sous-traitance

150. L'un des faits nouveaux les plus intéressants qui soient apparus dans l'industrie métallurgique en général et, à une grande échelle, dans l'industrie de l'aluminium en Australie et en Nouvelle-Zélande, est la conclusion d'arrangements en

21/ La BPA a annoncé des augmentations des tarifs appliqués aux consommateurs industriels de courant électrique pour les porter à 25,9 millièmes le Kw/h. La VALCO payait à la VRA le tarif de 5 millièmes le Kw/h après trois renégociations à la demande du Gouvernement ghanéen.

vertu desquels les compagnies créent des sociétés de sous-traitance auxquelles elles confient le raffinage de leur propre bauxite en alumine ou de l'alumine en aluminium métal. C'est, dans une certaine mesure, une pratique logique dans l'évolution des sociétés et qui tient de la nécessité de disposer d'énormes infrastructures afin de réduire les coûts unitaires. Ces infrastructures, non seulement ne peuvent, mais encore ne doivent être financées que par des sociétés uniques ou des coentreprises.

151. Les arrangements de ce type sont au nombre de deux.

1. Sociétés de services :

152. Les actionnaires livrent des matières premières à la société qui les transforme en un autre produit en fonction du montant de leurs actions. La société est financée à la limite de ses besoins en capital circulant et pour assurer le service et le remboursement des emprunts initialement contractés. La société ne fait aucun profit ni ne paye de taxes; par contre en Australie, par exemple, les actionnaires sont tenus par la loi de se constituer en société dans le pays et sont assujettis aux impôts courants sur les sociétés, prélevés sur les bénéfices qu'ils réalisent de la vente des produits qui leur sont fournis par la société de services. La constitution des actionnaires en société dans le pays hôte est très importante pour ce dernier, car sinon celui-ci se verrait privé de recettes fiscales qu'il aurait pu autrement réaliser sur les activités des actionnaires, puisque les sociétés de services ne font aucun bénéfice.

2. Sociétés de sous-traitance

153. Ces sociétés traitent, contre paiement d'un droit, les matières premières pour le compte de leurs actionnaires, proportionnellement à leurs apports au capital social. Le montant de ces droits, qui est soit déterminé soit constitue une certaine proportion du prix du produit livré aux actionnaires, est supposé assurer le capital circulant, le service de la dette et rapporter des bénéfices sur le capital investi.

154. Théoriquement, dans le cas de ces sociétés, les actionnaires ne sont pas tenus de se constituer en société dans le pays hôte; selon le montant des droits à payer, il peut s'avérer nécessaire, toutefois, que les actionnaires soient inscrits sur le registre commercial du pays hôte afin que celui-ci puisse prélever des taxes sur les revenus supplémentaires qu'ils tirent ainsi de leurs activités dans le pays.

CHAPITRE V

POSITION DE NEGOCIATION DES GOUVERNEMENTS HOTES

155. Il ressort clairement des accords conclus par les sociétés transnationales avec les gouvernements ou les nationaux des pays hôtes que le pouvoir de négociation de ces derniers était très faible au moment de la conclusion de ces accords. On le verra nettement mieux, plus loin dans la présente étude, dans la partie consacrée à l'examen des mesures que les gouvernements hôtes sont en train d'adopter en vue d'accroître les recettes qu'ils tirent de l'exploitation de leurs ressources naturelles ainsi que leur contrôle sur ces dernières.

156. La faiblesse de la position de négociation de ces pays est imputable avant tout aux facteurs suivants :

A. Manque de connaissances en matière d'industrie et de commerce international

157. Les premiers accords qui ont été conclus dans le domaine de l'industrie de la bauxite, mentionnés dans les rapports considérés, étaient comme on l'a vu plus haut, négociés, selon les cas, avec les chefs illettrés du Ghana, les bumiputras de l'Etat de Johore en Malaisie et le Gouvernement sierra léonien. Bien que le niveau d'intelligence naturelle de ces populations fût élevé, on ne peut néanmoins s'attendre qu'ils appréhendent les détails des droits qu'ils concédaient ainsi sur simple signature. Tous, sans exception, étaient systématiquement bien heureux de tirer quelques recettes, sous forme de maigres droits, de l'exploitation de leurs ressources naturelles pendant de longues périodes et ce, pour deux raisons. La première est que ces ressources étaient "inutiles" pour leurs besoins immédiats. La seconde est qu'ils ne pouvaient dès lors, et en aucune manière, s'imaginer ce que le projet rapportait aux sociétés transnationales.

158. Il est vrai que dans le cas des colonies britanniques l'administration coloniale était supposée assurer une part juste aux sujets de sa Majesté; mais dans la pratique, les intérêts de cette administration étaient identiques à ceux de la compagnie métropolitaine qui se trouvait être également citoyenne britannique. La politique de l'Empire britannique était d'assurer l'approvisionnement régulier des industries de la métropole en matières premières bon marché. De ce fait, face à l'administration coloniale il y avait là un cas évident de conflit d'intérêts que l'on résolvait systématiquement à l'avantage de la compagnie métropolitaine.

B. Contraintes financières

159. Le montant des investissements requis pour la réalisation des projets dans l'industrie de l'aluminium est si énorme que le recours à une source extérieure de financement est presque toujours indispensable si l'on veut que les projets portent les fruits escomptés. Ainsi qu'il a été souligné plus haut, les bailleurs de fonds tiennent à s'assurer que les emprunts contractés envers eux soient remboursés; à cette fin ils poseront les conditions qui s'imposent, à savoir, entre autres, que le projet soit géré par une société techniquement compétente, voire même qu'elle participe. Cette société est invariablement une société transnationale. Cette condition met les sociétés transnationales dans une position de négociation suffisamment avantageuse pour qu'elles puissent élaborer des arrangements qui leur soient profitables, sans considération pour les bénéfices que le pays hôte pourrait tirer du projet.

160. L'autre condition sur laquelle les bailleurs de fonds insistent également et qui compromet sérieusement le pouvoir de négociation des gouvernements hôtes est qu'il y ait un plan qui garantisse les revenus du projet. Cela peut nécessiter de la part des actionnaires qu'ils s'engagent à prendre une certaine portion de la production ou à acheminer le produit vers d'autres clients à des prix prédéterminés en fonction de la situation qui règne sur le marché, avec versement d'une prime à tout acheteur qui garantirait les ventes à long terme. Dans ces conditions, le pays hôte ne peut être protégé que si de tels arrangements comportent des dispositions prévoyant leur révision pour les adapter à l'évolution des circonstances, ce qui n'est jamais le cas. C'est ainsi qu'éclatent alors des conflits entre les sociétés transnationales et les pays hôtes lorsqu'il devient flagrant que ces derniers sont perdants dans l'affaire à cause des dispositions d'un accord qui, bien qu'ayant été conclu de bonne foi, est devenu on ne peut plus caduc devant la détérioration des circonstances.

C. Importance des projets dans la stratégie globale de développement du pays hôte

161. Pour des pays comme la Guyane, le Suriname, la Guinée et, plus particulièrement, la Jamaïque, les projets de l'industrie de l'aluminium sont ceux qui leur procurent le plus de recettes pour la mise en oeuvre de leur stratégie globale de développement. L'Etat, dans ces pays, doit donc supporter une forte pression pour maintenir la production à un niveau très élevé ou pour lancer de nouveaux projets en vue d'en retirer davantage de recettes. Quant aux pays comme le Ghana, la Sierra-Léone, le Brésil ou même l'Australie, bien que le potentiel dont ils disposent pour développer davantage ce secteur industriel afin d'accroître leurs recettes soit plus important, l'industrie de l'aluminium ne constitue cependant pas la principale source de devises de ces pays. Il n'empêche, néanmoins, qu'ils subissent eux-aussi une certaine pression pour exploiter leurs ressources ne serait-ce que pour procurer des emplois à leurs nationaux, sinon pour accroître leurs recettes en devises.

162. Cette situation est d'autant plus grave que l'abondance de la bauxite permet aux sociétés transnationales de faire le tour des pays à la recherche du meilleur offrant du point de vue des incitations financières à l'investissement. Cela laisse aux pays hôtes une marge de manœuvre très limitée.

CHAPITRE VI

REPARTITION DES GAINS

163. La principale pomme de discorde entre les gouvernements des pays hôtes et les sociétés transnationales opérant dans l'industrie de l'aluminium et, partant, eu égard à tous les investissements de ces dernières dans les pays en développement, a toujours été la question du partage du flot de recettes qui coule des projets réalisés dans les pays hôtes. A cause de la nature intégrée de cette industrie, de la participation des sociétés transnationales à tous les niveaux de cette industrie différents pays et aussi du contrôle qu'elles exercent sur les marchés des produits, la fixation des prix de transfert à tous les degrés de cette industrie a porté un coup dur aux pays hôtes en les privant ainsi de recette légitimes.

164. Le présent chapitre fournit d'autres éléments de comparaison du partage des recettes et bénéfices entre les pays hôtes et les sociétés transnationales.

A. La "Volta Aluminium Company (VALCO)"

165. Comme on l'a vu plus haut, la VALCO est une sociétés de sous-traitance qui transforme l'aluminium en métal pour le compte de ses actionnaires, la Kaiser Aluminium & Chemical Corporation et la Reynolds Metals. Les droits prélevés pour ses services sont de 60 p. 100 du prix du lingot d'aluminium pur à 99,5 p. 100, ainsi qu'il est fixé par l'"American Metal Market" ou le "Metal Bulletin" (en appliquant le cours le plus bas des deux, moins la taxe sur les importations de métaux aux Etats-Unis.

166. Cet arrangement soustrait en effet 40 p. 100 des recettes que les actionnaires ghanéens réalisent de leurs opérations au paiement de l'impôt sur les sociétés qui, au Ghana, est à l'heure actuelle de 50 p. 100 pour les sociétés manufacturières. Le taux d'impôt que paye la société VALCO, après avoir bénéficié pendant assez longtemps d'une exonération temporaire d'impôt, est limité à 40 p. 100 pendant toute la durée de validité de l'accord. En outre, les produits de la fonderie de la VALCO ne sont pas en fait le métal bon marché raffiné à 99,5 p. 100, comme il est mentionné dans l'accord, mais des métaux et alliages de qualité supérieure dont les prix sont tout aussi élevés.

167. Tout cela, conjugué avec la faiblesse du tarif d'électricité payé par la VALCO et qui lui est fournie par la Volta River Authority (VRA), a valu à cette société

la référence d'"exemple célèbre de cas où les intérêts des compagnies minières priment sur les plans nationaux de développement"^{22/}. Cette critique a été suscitée non seulement par les dispositions financières prévues dans l'Accord cadre et trop favorables à la VALCO, mais aussi et surtout par le fait que cette société, en vertu dudit accord, est le client prioritaire de la VRA en matière de fourniture d'électricité à preuve, si pour une quelconque raison, la fourniture du courant venait à être rationnée tous les abonnés, y compris les services publics de distribution, se verraient réduits à se partager la proportion restant après que l'on eût satisfait les besoins de la VALCO.

168. Le tableau 6 montre les recettes que la VALCO et ses actionnaires tirent de leurs opérations et permet aussi de comparer les bénéfices que la Kaiser réalise de ses activités dans le reste du monde ainsi que les recettes qu'elle tire de sa présence au Ghana. Il en ressort clairement aussi que la VALCO joue un rôle important dans les activités mondiales de la Kaiser, dont elle avait ainsi subventionné le reste des opérations en 1971 et en 1972.

169. Si l'on compare ce tableau 6 avec le tableau 7, qui est un résumé de la contribution de la VALCO à la balance des paiements du Ghana, on se rend compte que le seul paiement qui ne soit pas en rapport avec les commissions est celui versé en contribution au fonds d'affectation spéciale de la VALCO. De 1967 à 1978, la VALCO ne payait aucune taxe soit parce qu'elle jouissait d'une exonération temporaire d'impôt soit parce qu'elle avait réussi à frauder le fisc avec les revendications injustifiées auprès de l'Etat. Les gains du gouvernement hôte dans ces opérations n'étaient, durant cette période, que de 1,5 million de dollars, contre 242,72 millions de dollars et 26,97 millions de dollars de recettes nettes pour les sociétés Kaiser et Reynolds, respectivement.

B. Recettes tirées par l'Etat guinéen des activités d'exploitation de la bauxite et de production d'alumine par les sociétés opérant en Guinée

170. Afin d'évaluer les avantages que procurent au pays hôte les activités des compagnies d'exploitation de la bauxite et de production d'alumine, il convient, au préalable, d'étudier dans les détails les arrangements en vertu desquels opèrent ces sociétés en l'occurrence le code d'investissement de 1963 dont voici quelques-unes des dispositions :

1. Participation

171. L'Etat guinéen et les partenaires étrangers détiennent respectivement 49 p. 100 et 51 p. 100 du capital social de la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG) qui

^{22/} G. Lanning et M. Muller : Africa Undermined (Penguin 1979), sur le projet de la Volta River.

Tableau 6. Gains réalisés par la VALCO et ses actionnaires de l'exploitation des fonderies.

Année	Production annuelle de la VALCO en tonnes courtes	Prix de l'aluminium en \$ la livre	Recettes des ventes de la VALCO en millions de \$	Bénéfices de la VALCO (en millions \$)	Recettes des propriétaires de la VALCO (en millions \$)	Coût de l'alumine aux propriétaires de la VALCO (en millions de \$)	Bénéfices réalisés par les propriétaires de la VALCO en millions de \$	Bénéfices attribuables à la Kaiser (en millions de \$)	Revenus nets de la Kaiser (en millions de \$)
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	$g=(e-f)$	$h=(e-f)$	(i)	(j)
1967	44,000	0,25	11,57	(0,67)	9,08	7,02	2,06	1,25	58,8
1968	120,000	0,26	35,02	4,27	27,49	17,05	13,24	15,75	49,0
1969	125,000	0,27	36,88	7,02	28,95	14,69	14,26	19,15	70,4
1970	125,000	0,29	37,88	4,30	29,74	17,63	12,11	14,77	50,5
1971	122,000	0,29	37,15	4,07	29,16	15,71	13,45	15,77	10,0
1972	159,000	0,27	44,13	8,56	34,64	22,50	12,14	18,63	12,7
1973	166,000	0,25	44,98	4,53	35,31	19,35	15,96	18,44	27,1
1974	173,000	0,34	62,29	19,00	48,90	29,94	18,96	34,16	110,5
1975	158,000	0,40	68,52	17,43	53,79	33,51	20,28	33,94	94,7
1976	162,000	0,45	74,27	9,89	55,95	35,67	20,28	27,15	44,5
1977	169,000	0,51	102,98	11,03	80,84	40,52	40,32	46,22	112,1
Total	1523,000		552,67	89,43	433,88	253,59	180,26	242,72	635,8

Source : Tableau établi par le directeur des finances de la Ghana Aluminium Industries Commission.

ices
 sés des
 tions
 VALCO
 apport
 ux de
 aliser
 %
 /i

13
 15
 20
 19
 70
 59
 34
 50
 84
 01
 23

Tableau 6. Gains réalisés par la VALCO et ses actionnaires de l'exploitation des fonderies.

Année	Production annuelle de la VALCO en tonnes courtes	Prix de l'aluminium en \$ la livre	Recettes des ventes de la VALCO en millions de \$	Bénéfices de la VALCO (en millions de \$)	Recettes des propriétaires de la VALCO (en millions de \$)	Coût de l'alumine aux propriétaires de la VALCO (en millions de \$)	Bénéfices réalisés par les propriétaires de la VALCO en millions de \$	Bénéfices attribuables à la Kaiser (en millions de \$)	Revenus nets de la Kaiser (en millions de \$)
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	g=(e-f)	h=O,30(g+c)	(i)	(j)
1967	44,000	0,25	11,57	(0,67)	9,08	7,02	2,06	1,25	58,8
1968	120,000	0,26	35,02	4,27	27,49	17,05	13,24	15,75	49,0
1969	125,000	0,27	36,88	7,02	28,95	14,69	14,26	19,15	70,4
1970	125,000	0,29	37,88	4,30	29,74	17,63	12,11	14,77	50,6
1971	122,000	0,29	37,15	4,07	29,16	15,71	13,45	15,77	10,0
1972	159,000	0,27	44,13	8,56	34,64	22,50	12,14	18,63	12,7
1973	166,000	0,25	44,98	4,53	35,31	19,35	15,96	18,44	27,1
1974	173,000	0,34	62,29	19,00	48,90	29,94	18,96	34,16	110,9
1975	158,000	0,40	68,52	17,43	53,79	33,51	20,28	33,94	94,7
1976	162,000	0,45	71,27	9,89	55,95	35,67	20,28	27,15	44,5
1977	169,000	0,51	102,98	11,03	80,84	40,52	40,32	46,22	112,1
Total	1523,000		552,67	89,43	433,88	253,59	180,26	242,72	635,8

Source : Tableau établi par le directeur des finances de la China Aluminium Industries Commission.

ices
 sés des
 tions
 VALCO
 appar
 x de
 iser
 %
 i

3
 6
 0
 9
 0
 2
 4
 0
 4
 1
 2

100
 100

Tableau 7. Contribution à la balance des paiements du Ghana (en milliers de dollars)

Année effective	VFA Energie	Dépenses engagées dans les fonderies	Remboursements des emprunts	Dépenses de construction (Bâtiments et travaux publics)	Taxes	Fonds d'affectation spéciale de la VNLCO	Total
1967	\$ 2 101	\$ 2,271		\$ 1 677			6 049
1968	4 898	3 868	\$ 1 029	39			9 834
1969	5 177	4 230					9 407
1970	5 287	4 817					10 104
1971	5 083	3 963	170			\$ 300	9 516
1972	5 768	2 799	384			100	9 051
1973	7 219	6 666	836			100	14 821
1974	9 289	9 436	1 141			200	20 637
1975	7 908	9 494	1 075	571		200	19 740
1976	8 232	15 375	1 025	1 063		200	30 987
1977	16 590	19 118	1 425	6 155		200	37 872
1978	10 288	13 732	897	539		200	25 117
	\$ 87 840	\$ 95 769	\$ 7 982	\$10 044	-0-	\$1 500	\$ 203 135

tonnes de bauxite donnent 1 tonne d'alumine et qu'en transformant 1,95 tonne d'alumine on obtient 1 tonne d'aluminium métal, on comprend dès lors que le prélèvement de ces taxes incite davantage à relever encore le degré de transformation locale des produits.

178. Le transfert des dividendes des partenaires étrangers n'est assujetti à aucune taxe.

6. Infrastructures

179. Grâce à la disponibilité de prêts à des conditions de faveur pour la mise en place des infrastructures, l'Etat s'est chargé de fournir les infrastructures nécessaires et prélève des impôts sur leur utilisation par les sociétés.

a) Garanties pour les capitaux d'emprunt

180. Tous les emprunts que nécessite la réalisation des projets sont contractés par la société intéressée auprès d'institutions commerciales et institutions financières internationales mais garantis par chacun des partenaires étrangers de la coentreprise et par l'Etat.

b) Relations interindustrielles

181. L'Etat se réserve le droit d'expédier 50 p. 100 de la production à des fins de commercialisation éventuelle, bien qu'il n'en commercialise à l'heure actuelle que 10 p. 100.

c) Compagnie des bauxites de Guinée

182. Le tableau 8 illustre la manière dont les recettes sont réparties entre l'Etat et ses partenaires étrangers de la coentreprise pour les années 1975-81.

183. Il convient de souligner le fait que sans le prélèvement des taxes spéciales sur les exportations, les recettes tirées de ces projets aussi bien par l'Etat que par ses partenaires auraient été très modestes. Cependant, les revenus de ces derniers ne se limitent pas à celles que leur procurent leurs opérations en Guinée, celles-ci ne leur fournissant tout juste que la matière première engendrant d'autres gains. Et d'ailleurs, même avant la transformation de la matière première, les sociétés transnationales se font de l'argent avec le transport de la bauxite à l'usine de production d'alumine.

Tableau 8. Décomposition des recettes de la Friguia et de la CEG (en milliers de dollars)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
I. Friguia							
Etat	3821	7059	9059	9562	16059	21953	21210
Taxes et dividendes	0	0	0	0	2672	4278	5800
Prélèvements spéciaux sur les exportations	3821	6439	6308	7182	9027	11940	11052
Moitié des taxes et impôts divers (exportations, importations, administration)	nd	620	2751	2380	4360	5735	4318
Partenaires "E"	0	0	0	0	1439	2303	4500
Dividendes	0	0	0	0	7439	2303	2500
II. CEG							
Etat	34480	43835	85334	80717	97705	150892	161561
Taxes et dividendes	0	0	11781	10801	12177	33225	46301
Prélèvements spéciaux sur les exportations	31480	43062	72736	69033	84753	116487	113503
Moitié des taxes et impôts divers (importations, chiffres d'affaires)	nd	773	817	823	775	1190	1177
Partenaires "B"	0	0	6544	5816	6557	17890	25254
Dividendes	0	0	6344	5816	6557	17890	25254

Source : Bilans consolidés (1975-1981) de la Friguia, certifiés par Price, Waterhouse, et rapports présentés aux réunions du Conseil d'administration. Bilans définitifs établis pour la fiscalité et bilans de la CEG (1975-81), certifiés par Coopers et Lybrand.

Note : nd. = non disponible.

d) Frigiua

184. Le tableau 8 montre également les recettes que procure cette sociétés à l'Etat guinéen et à ses partenaires de la coentreprise. Là encore, les prélèvements spéciaux sur les exportations constituent la principale source des recettes de l'Etat.

185. L'on ne doit pas perdre de vue toutefois que si la Guinée a pu prélever des taxes spéciales sur les exportations et maintenir sa position dans le commerce de l'aluminium, elle le doit à la teneur en alumine exceptionnellement élevée, de son minerai de bauxite, à sa stabilité politique et à son régime fiscal assez libéral. D'autres pays des Caraïbes qui ont imposé les mêmes taxes sur les exportations en ont vu le volume de leur production tomber à un niveau considérablement bas, ce qui a sérieusement affecté leurs balances des paiements.

CHAPITRE VII

EFFORTS DES PAYS HOTES EN VUE DE LA RESTRUCTURATION DE CETTE INDUSTRIE

186. Il a été prouvé plus haut dans la présente étude que la structure de cette industrie favorise nettement les sociétés transnationales. Les pays en développement qui abritent ces sociétés, y compris même l'Australie, ont dû prendre certaines mesures pour réduire au minimum les pertes de recettes légitimes subies par l'Etat, voire renverser la vapeur. Ces mesures sont résumées dans les paragraphes qui suivent :

A. Création de commissions de l'aluminium

187. L'une des lacunes majeures que l'on relève dans le pouvoir de négociation des Etats dans les pays en développement lorsqu'ils traitent avec les sociétés transnationales est qu'ils ne sont suffisamment renseignés sur cette industrie. Et même dans le cas où ils le sont effectivement, ils ne possèdent pas non plus les moyens leur permettant de suivre les activités de ces sociétés.

188. Ces pays s'emploient actuellement à combler ces lacunes en créant, pour cela, des institutions, des commissions, voire des sociétés pour étudier, lancer des projets et suivre les activités des sociétés transnationales dans cette industrie et conseiller les Etats sur les mesures à prendre à tout moment.

189. Plusieurs de ces organisations furent créées au début des années 70. La plus connue d'entre elles est la "Jamaican Bauxite Institute", une branche du groupe constitué pour préparer les négociations devant aboutir sur le prélèvement de taxes sur la bauxite. Le Suriname a une organisation semblable, la "Bauxite Institute Suriname". En Guyane, la "Bauxite Development Company" envisage à l'heure actuelle la création d'une industrie d'aluminium intégrée pour le pays ainsi que la mise en place des infrastructures hydroélectriques qui doivent appuyer ce projet. De même, au Ghana, "l'Aluminium Industries Commission" est chargée du lancement des projets, de la surveillance des accords conclus dans ce secteur industriel et même vend du métal aux industries locales.

190. Ces nouvelles organisations sont nécessaires car les arrangements antérieurs étaient conçus de telle sorte que les sociétés transnationales devaient s'adresser à différents organismes gouvernementaux pour traiter de différents aspects de leurs activités. De ce fait, non seulement aucun de ces organismes n'était responsable des activités de ces sociétés mais encore les connaissances accumulées grâce aux contacts avec ces dernières étaient éparpillées entre les différents organismes à tel point que l'on ne pouvait les mettre à profit pour réglementer les activités de ces sociétés.

191. Les dispositions actuelles permettent non seulement de charger un seul organisme de la supervision des activités des sociétés transnationales mais aussi d'acquérir progressivement davantage de compétences et de connaissances techniques pour pouvoir traiter de manière efficace avec les sociétés transnationales.

B. Associations de producteurs

192. Ainsi que nous l'avons décrit plus haut dans la présente étude, l'Association internationale de la bauxite (AIB) constitue un cadre favorable aux échanges d'informations et à l'adoption de mesures concertées dans l'intérêt des producteurs de bauxite. L'AIB est ainsi une projection à l'échelle mondiale des instituts que l'on est train de créer dans les pays hôtes.

C. Dialogue producteurs - consommateurs

193. En décembre 1980 l'AIB avait organisé à Ocho Rios, Jamaïque, la conférence internationale des producteurs et consommateurs de bauxite pour offrir aux parties en présence un cadre pour débattre les problèmes qui surgissent dans ce secteur industriel et aussi examiner les questions préoccupant les producteurs des matières premières de cette industrie.

194. Cette conférence, qui avait regroupé un bon nombre de participants, tant du côté des producteurs que de celui des consommateurs, avait avéré la nécessité qu'il y a vait pour les deux parties de se réunir et de discuter afin de trouver des solutions aux problèmes qui préoccupent les producteurs. Bien que les travaux en aient démarré assez lentement -les sociétés transnationales cherchant à savoir exactement ce que voulaient les producteurs- à l'issue de la conférence des deux parties étaient parvenues à procéder à des échanges de vues utiles.

195. Ce dialogue contrastait nettement avec la réunion de la CNUCED sur la bauxite en novembre 1982, qui, pour avoir été plutôt une confrontation n'avait, de ce fait, pu amener les deux parties à discuter des problèmes qui les préoccupaient toutes.

196. Il est une autre réunion qui, quand bien même elle n'a pas été instituée à l'initiative des pays producteurs, est en passe de devenir une importante source d'information sur l'industrie de l'aluminium et constitue également un cadre favorable pour les discussions : la Conférence de la Metal Bulletin sur l'aluminium. Bien que ces réunions se soient déroulées dans une atmosphère houleuse, elles ont, néanmoins, permis aux parties en présence de procéder, d'une manière générale, à des discussions tant officielles qu'officieuses qui, du reste, revêtent quelque importance pour l'instauration de la compréhension entre les sociétés transnationales et les producteurs.

D. Participation des pays hôtes dans l'industrie

197. Afin d'accroître les recettes qu'ils tirent des projets entrepris dans l'industrie de l'aluminium et de contrôler ce secteur, les gouvernements des pays hôtes, on l'a vu plus haut dans la présente étude, ont entamé une action qui leur permette de prendre une participation dans les projets existants et de s'assurer, comme de juste, une part dans le capital social des nouveaux projets.

198. Fait nouveau également important, on encourage de plus en plus les nationaux des pays hôtes à participer dans l'industrie afin d'assurer au pays des gains non distribués plus importants. C'est ainsi qu'en Malaisie, lorsque l'accord de la Johore Mining and Stevedoring Company Sdn. Berhad (JOMIS) expira en 1977, il fut renouvelé mais avec 30 p. 100 du capital social passant ainsi entre les mains de particuliers et actionnaires nationaux.

199. Pour s'assurer que les relations industrielles dans ce secteur leur profitent également, les gouvernements des pays hôtes cherchent maintenant à retenir de l'expédition du produit la part qui leur est due. C'est ainsi que la Guinée, par exemple, se charge à l'heure actuelle de l'expédition d'un dixième de ses exportations de bauxite, de même que la compagnie maritime guyanaise (GUYEULK) assure l'expédition d'une quantité considérable de bauxite de ce pays pour tout dans le monde.

E. Intégration régionale

200. Les pays hôtes ont réalisé que le moyen qui serait le plus à même d'augmenter les recettes qu'ils tirent de l'industrie de l'aluminium et d'accroître leur capacité d'emprunt pour la réalisation de leurs projets de développement est l'intégration régionale. Au cours des années 70, la Jamaïque avait proposé quelques projets d'intégration de ce genre mais qui, pour diverses raisons, n'ont jamais pu avoir le jour.

201. L'une de ces propositions était celle de la création du projet Javemex qui regrouperait la Jamaïque, le Venezuela et le Mexique au sein d'une société. Celle-ci extraierait et transformerait en alumine la bauxite jamaïcaine qui serait raffinée en aluminium au Venezuela et au Mexique où la main-d'œuvre est bon marché.

202. Il y a eu également une autre proposition semblable entre la Jamaïque et la Guyane. Ce projet visait la transformation en aluminium métal, à Trinidad, de l'alumine guyanaise et jamaïcaine.

F. Prélèvement sur la bauxite

203. La mesure la plus importante et qui constitue un changement de direction par rapport aux accords fiscaux conclus jusqu'alors dans cette industrie a été l'introduction de prélèvements sur la bauxite qui ont contribué, de manière notable, à accroître les recettes des pays hôtes comme on peut s'en convaincre avec les revenus réalisés par la CBG et la Friguia, en Guinée.

204. L'intérêt de ces prélèvements réside dans le fait qu'ils tiennent pleinement compte de la valeur intrinsèque de la bauxite, dont les STN ne faisaient point cas dans leurs calculs, d'une part et, de l'autre, dans le fait que le prix de la bauxite est dès lors aligné sur celui de l'aluminium vendu sur le marché libre. Ainsi, les taxes sont-elles exposées aux réalités de la situation du marché, ce à quoi les sociétés transnationales ne peuvent rien trouver à redire.

205. Les critiques formulées à ce jour ne remettent nullement en cause l'équité des arrangements, mais, plutôt le montant des taxes, que les pays hôtes sont toujours prêts à examiner et à ajuster si l'on parvient à les y convaincre.

G. Contrôle des prix stipulés aux contrats d'exportation

206. Bien que l'Australie n'ait jamais voulu s'immiscer indûment dans les opérations des sociétés privées, le Gouvernement fédéral n'en a pas moins le pouvoir d'approuver ou de désapprouver les prix de vente des produits d'exportation, y compris de la bauxite et de ses dérivés. Il a utilisé ce pouvoir discrétionnaire pour veiller à ce que les prix de la bauxite soient justes et qu'ils ne soient point comprimés pour profiter aux seuls sociétés transnationales et à leurs associés.

H. Financement des projets par les gouvernements des pays hôtes

207. L'une des pierres d'achoppement du pouvoir de négociation des gouvernements des pays hôtes dans leurs efforts visant à développer leur industrie en vue de la réalisation de leurs objectifs nationaux est, nous l'avons vu plus haut dans la présente étude, l'obtention des fonds nécessaires au financement de leurs projets. Et comme les sociétés transnationales mènent leurs activités dans plusieurs pays à la fois, quand bien même toutes les conditions sont réunies dans un pays hôte, ces sociétés n'ont pas toujours intérêt, généralement parlant, à y intégrer leurs activités industrielles.

208. Les gouvernements des pays hôtes ont essayé, à grand peine, d'intégrer eux-mêmes leur industrie. L'Inde y est parvenue grâce à l'aide des pays de l'Europe de l'Est, par contre le Ghana et l'Indonésie en sont encore à négocier, à armes inégales, la construction de raffineries d'alumine qui parachèveraient l'intégration de leurs industries. S'ils réussissaient à trouver les fonds requis pour la réalisation de ces projets, ils seraient alors à même de contrôler, dans une grande mesure, cette industrie, du moins à l'intérieur de leurs frontières.

CHAPITRE VIII

CONCLUSION

209. Nous nous sommes penchés, dans la présente étude, sur le pouvoir de négociation d'accords des pays en développement producteurs d'aluminium et sur les efforts qu'ils ne cessent de déployer afin de mieux contrôler les divers secteurs de l'industrie de l'aluminium. Cependant, bien qu'ils aient réalisé des progrès considérables dans la voie de la restructuration des accords, les sociétés transnationales n'en ont pas pour autant perdu leur position avantageuse. Mieux, elles ont réussi à la conforter grâce, avant tout, à l'intégration verticale de leurs opérations, à leur présence dans de nombreux pays de par le monde et, surtout, au fait que les pays en développement eux-mêmes doivent se faire la concurrence pour s'attirer les investissements étrangers. De ce fait, les sociétés transnationales continuent de tirer de leurs activités des recettes dont l'importance est sans commune mesure avec les gains que réalisent les pays producteurs, bien que ceux-ci se soient à présent quelque peu accrus.

210. Le but de la présente étude est de fournir aux gouvernements des pays producteurs les informations dont ils ont besoin lors de leurs négociations avec les investisseurs pour s'assurer des recettes équitables de l'exploitation de leurs ressources naturelles. Les renseignements, aussi restreints soient ils, que nous avons pu obtenir des rapports considérés en vue de l'élaboration de notre étude feront de celle-ci au moins une base d'études plus poussées dans le domaine de l'industrie de la bauxite.